



HAL
open science

Au coeur des petits et des pauvres de Paris. 1930-1946

Jean-Marc Goglin

► **To cite this version:**

Jean-Marc Goglin. Au coeur des petits et des pauvres de Paris. 1930-1946. La Bruyère, 2017, 978-2-7500-1071-3. halshs-01524157

HAL Id: halshs-01524157

<https://shs.hal.science/halshs-01524157v1>

Submitted on 20 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Louis Goglin

agrégé de l'Université,
ancien chargé de cours à Paris IV-Sorbonne,

Jean-Marc Goglin

agrégé, docteur en histoire de la philosophie
chargé de cours au C.T.U. de Rouen

Au cœur des petits et des pauvres de Paris

1930-1946

Association Histoire et mémoire de Bécon-Courbevoie

2017

2^e édition corrigée

Avant propos

À la mémoire de Monsieur Michel Mollat,

Membre de l'Institut,

Professeur à Paris IV Sorbonne

Pendant près de quinze ans le séminaire de Monsieur Mollat a travaillé sur la pauvreté et les pauvres au Moyen Âge. Malgré les difficultés, dues à une documentation lacunaire, les recherches ont permis de sortir de l'ombre les sans voix et les sans grade pour leur redonner la parole et relever leur dignité. Depuis les études se sont multipliées ; pour mieux comprendre les mécanismes qui font tomber tant de personnes, la création d'un Institut de l'Histoire de la Pauvreté, des pauvres et des Droits de l'Homme serait un pas important.

Les Droits de l'Homme, de tous les hommes, sont imprescriptibles, la lutte contre la misère nous concerne tous.

Introduction

« Souffrance et pauvreté », tel aurait pu aussi être intitulé ce livre. La condition de petit conduit souvent, si les temps sont difficiles, à l'état de pauvreté et les difficultés de la vie mènent trop souvent à la souffrance. La période qui s'étend des années 1930 à la fin de la deuxième guerre mondiale en est un exemple qui ne démentira pas l'affirmation. Deux questions à ce propos : qu'est-ce que la notion de pauvreté ? pourquoi ce moment et ce lieu ?

1. Qu'entend-t-on par pauvreté et pauvre ?

Les travaux du séminaire du Professeur Mollat ont permis de définir l'état de pauvreté, d'abord au Moyen Âge, puis de la généraliser à toutes les époques : « *c'est une situation subie ou volontaire, permanente ou temporaire de faiblesse, de dépendance et d'humilité, caractérisée par la privation des moyens, changeant suivant les époques et les sociétés, de la puissance et de la considération sociale : argent, pouvoir, influence, science et qualification technique, honorabilité de la naissance, vigueur physique, capacité intellectuelle, liberté et dignités personnelles* »¹.

En première remarque, nous laisserons de côté dans cette étude les pauvres volontaires (les ordres religieux). L'important est de comprendre qu'il y a une part de relativité dans la notion : le degré de privation peut s'établir en comparaison du niveau moyen minimal de subsistance individuel (nombre de calories par jour) ou plus subtilement du niveau moyen des conditions d'existence en France en ces années 1930. La pauvreté se mesure toujours par une différence, une absence de quelque chose que l'autre possède ; elle comprend des degrés jusqu'à tomber dans la misère et parfois le désespoir. Il existe un point de chute et de rupture, un seuil au-delà duquel le pauvre est contraint dans sa façon de vivre et, souvent seul, il ne peut vraiment se relever. La pauvreté est une réalité sociale et n'est pas qu'une affaire d'indicateurs².

La pauvreté subie peut dégénérer en déchéance, voire en honte. Certes la pauvreté est liée à la charité mais elle fait toujours scandale et trouble les consciences. Il y a nécessité d'un combat contre la misère. Durant la période étudiée, les réponses sont plus techniques, plus complexes car l'appareil d'État du XXe siècle peut être mobilisé³. Mais on peut se demander dans quel esprit réel les réponses à la misère sont-elles apportées ? L'amour du prochain, la solidarité ou la crainte des mouvements sociaux ?

¹ M. MOLLAT, *Études sur l'histoire de la pauvreté*, Paris, 1974, p. 12.

² Cf G. SIMMEL, *Les pauvres*, Paris, P.U.F., 2011.

³ A. BRODIER-DOLINO, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires de 1880 à nos jours*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Pour saisir le mieux possible le problème du passage de précarité à la vraie misère, trois seuils sont à rappeler :

- Le premier seuil, biologique, celui qui ne permet plus, en l'absence de ressources, d'acquiescer le vital. Que d'éléments l'expliquent : le vêtement, le logis nécessaire à la survie, la nourriture, le climat (les hivers des années 1940...), les ressources pécuniaires, l'approvisionnement (à la veille de la Libération de Paris), la guerre, la baisse effroyable du pouvoir d'achat, les charges, les exigences allemandes sans cesse renouvelées...
- Le second seuil est celui de l'incapacité physique et de l'infirmité (renforcé par les défauts d'hygiène, de santé, de médiocrité de l'alimentation)
- Le troisième seuil est celui de la déchéance sociale, l'a-sociabilité, la perte de ce qui donne son rang et qui peut aller jusqu'à faire refuser le titre d'homme (les déportations en Allemagne avec son cortège d'horreurs). Tout cela est déterminant, on est dans les marges de la société et par quels mécanismes peut-on y tomber ou s'en sortir. Telle est sans doute une des questions de ce livre : comment être un homme, le rester ou le redevenir?

2. Le lieu et les dates de cette étude

- À Paris ? Pourquoi la capitale ? En dehors de l'importance politique de la ville, du chiffre de la population et des événements exceptionnels qui vont la marquer, il s'agit d'un territoire urbain qui contraste vraiment avec le monde rural, voire provincial, aux conditions de vie différentes (par exemple pour le ravitaillement). Ses conditions de la pauvreté sont plus nettes et mises en valeur que partout ailleurs. La région parisienne est la plus typique, la plus désignée pour tomber dans une paupérisation massive.
- Les dates ? 1930 (environ)-1946. La France sortie exsangue de la première Guerre Mondiale (« un cadavre vivant ») et après dix ans d' « années folles », entre dans la « grande crise de 1929 », avec du retard sur d'autres pays mais elle est marquée vivement par cette nouvelle épreuve, malgré des idées généreuses du Front Populaire. La deuxième guerre mondiale et le désastre de 1940 vont l'achever. Les chocs d'une violence encore jamais vécue marquent la France et Paris évidemment. Il faut attendre 1944-1945 pour que « le retour du soleil de la grandeur » avec le général de Gaulle, marque une nouvelle époque où tout est à rebâtir. Charles de Gaulle, qui dirige alors le Gouvernement Provisoire de la République Française, démissionne le 20 janvier 1946. La IVe République naît en octobre.
1930-1946 : Seize ans où le petit peuple connaît une période de fer.

Deuxième remarque : le dépouillement des archives de Courbevoie¹, alors commune de la Seine, permet de poser un certain nombre de problèmes concrets de la réalité de la pauvreté et des souffrances d'alors.

Beaucoup d'idées bouillonnent durant cette période et marqueront politiquement et socialement les générations suivantes.

« Qui n'est pas capable d'être pauvre n'est pas capable d'être libre »
(Victor Hugo)

¹ Ville qui a beaucoup de caractéristiques des banlieues du Paris d'alors.

I. Un monde éprouvé : Les temps gris
(vers 1930-1940)

Chapitre I : Les temps orageux (vers 1930-1936)

Il est déjà loin le temps de l'euphorie de 1918 lorsque la foule des Parisiens clamait sa joie à l'annonce de la victoire et de la fin d'une guerre qui avait tant ravagé l'Europe. La paix de Versailles (28 juin 1919) révèle assez sa fragilité et ses limites. Les Alliés ne sont pas d'accord pour en appliquer les clauses, la France veut une application stricte, l'Angleterre avec plus de souplesse et les Etats-Unis ne ratifient pas le traité. Le temps des difficultés en Allemagne est au maximum en 1923 lorsque la France occupe la Ruhr après la cessation du paiement des réparations allemandes. L'Allemagne subit un effondrement monétaire et social qui la marque au plus profond d'elle-même.

Une détente apparaît entre 1925 et 1930. Le prestige de la Société des Nations s'accroît et des hommes de bonne volonté, dont Aristide Briand est un exemple, veulent apporter un état d'esprit nouveau : le problème des réparations se règle par un abaissement spectaculaire de la dette allemande de 300% pratiquement ; une politique de paix est en marche (pacte de Locarno en 1925) et même la guerre est « hors la loi » en 1928 avec le pacte Briand-Kellog. L'Allemagne n'est plus soumise à une forme de contrôle. En 1930, la Rhénanie est évacuée.

La crise économique née à la suite du krach boursier du 24 octobre 1929 (« le jeudi noir ») à New York accable le monde entier en se répandant sur tous les continents, principalement en Europe. Cela remet en cause tout l'édifice. Chaque pays doit trouver une solution pour repousser les difficultés : se replier sur soi dans une attitude égoïste, nationaliste (autarcie) ou préparer la guerre comme moyen radical de s'en sortir.

Le danger allemand ne fait que croître dès l'arrivée de Hitler à la Chancellerie (30 janvier 1933) et ses coups de force vont amener la faillite de la paix.

En France, le pays meurtri de son million et demi de morts, de tant de blessés, infirmes, veuves, orphelins, a payé le prix de la guerre par une situation financière catastrophique dont le franc-or, stable depuis le Consulat, ne se relève pas vraiment. Poincaré dévalue la monnaie de 80% en 1926 (officiel en 1928). En 1919, un changement est constaté : le rôle accru de l'État dans l'économie de guerre. Certains s'interrogent sur le rôle à lui donner après guerre. L'industrialisation est en marche, les rentiers ont été pratiquement ruinés par l'inflation. Les idées venues de l'Est, la révolution bolchevique, marquent une partie de la population laborieuse. Le parti communiste français naît en 1920 d'une scission avec les socialistes (SFIO).

Les dix années de 1920 à 1930 sont difficiles mais la France connaît néanmoins un redressement économique. Elle semble à l'abri des tempêtes économiques de l'après crise de Wall-Street et célèbre sa grandeur et son empire lors de l'exposition coloniale de 1931.

Ce n'est qu'un répit. À son tour, le pays s'enfonce dans une crise de régime. La période est difficile à vivre en premier pour les catégories les plus humbles. L'exemple de la région parisienne est significatif.

1. Des considérations générales : le bilan social

La fin de la guerre a amené les différents groupes de la société à un désir de progrès, en particulier chez les ouvriers qui veulent assurer aux leurs une situation meilleure ou tout au moins semblable. Le pauvre améliorer ses conditions de vie. Cela paraît possible avec les facilités apportées par l'amélioration des techniques et la production des biens d'équipement.

Les découvertes scientifiques et médicales font reculer la mortalité causée par certaines maladies ; le travail est moins pénible avec la mécanisation (même si cela pose d'autres problèmes), la durée du travail a un peu reculé depuis le début du siècle. Toutes ces avancées sont très lentes, surtout chez les plus humbles. L'hygiène doit encore à progresser. L'alcoolisme continue de faire des ravages.

La population la plus fragile est frappée plus durement par la mortalité (à 40 ans pour 90 patrons qui disparaissent, il y a 130 employés et 160 ouvriers)¹. La population a vieilli même si une immigration en tempère l'effet ; on s'installe dans une situation acquise qui émousse l'esprit d'entreprise. Les rapports sociaux se transforment, plus individualistes.

Paris est pratiquement au maximum du chiffre de sa population (autour de 2,9 millions) et depuis 1914 c'est la banlieue qui s'urbanise (à l'Est, au Nord, à l'Ouest). Cinq millions de personnes sont rassemblées, de toutes les catégories sociales. Paris absorbe presque toute la vitalité française, « véritable sangsue pour la France qui s'étiole » (Y. Trottignon).

Après 1919 la plupart des partis politiques sont revenus au libéralisme et ne souhaitent pas l'intervention de l'État dans l'économie, « on est libéral et vive la liberté, dût l'égalité en souffrir » (Y. Trottignon), avec une nuance importante : le protectionnisme doit protéger les frontières. Les socialistes sont antilibéraux mais deux attitudes leur semblent possibles pour s'opposer : la révolution ou le réformisme.

Peut-on parler dans ce monde de gagne-petit d'un bloc homogène ? Évidemment non. Le monde des grandes usines n'a pas la même culture ouvrière que celle des petits ateliers (par exemple des moins de vingt personnes). La protection sociale est à peine ébauchée (système d'assurances), le travail journalier est encore très long, (il peut atteindre 10 heures-8 heures en 1919). Le monde ouvrier a profité de l'augmentation des salaires pendant la guerre car la main d'œuvre s'est raréfiée et il y avait tant à produire pour l'effort de guerre.

Ce monde ouvrier est à peu près déchristianisé et dans ses rangs tout le monde n'est pas à la même enseigne. Les ouvriers à façon gagnent le moins, les femmes dans le textile et la couture sont au plus bas. L'exemple de la société de Courbevoie (dans le département de la Seine) montre cette hiérarchie sociale où les petits sont si nombreux. Les logements restent d'une médiocrité dramatique, sans confort, pouvant aller jusqu'à être des taudis dans les pauvres quartiers. L'ordre moral ancien disparaît et un monde nouveau se dessine dont celui des ouvriers conscients de leur importance : ne représentent-ils pas au moins un tiers de la population ? Le social devient une préoccupation dont nous allons trouver bien des traces dans les années 1930.

¹ Sur l'histoire de la très grande pauvreté en France aux XIXe et XXe s : intervention d'A. GUESLIN, <https://www.franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-06-janvier-2015> ou *Les gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2004.

Le syndicalisme progresse bien doucement : la CFTC est née en 1919. Mais la division syndicale ne permet pas d'obtenir autant d'améliorations sociales que souhaitées. La journée de travail est passée à 8 heures en 1919, on accorde des secours aux chômeurs en 1925, les assurances sociales entrent en application en 1928. Ces améliorations sociales s'obtiennent de manière traditionnelle selon les souhaits du parti radical. L'application d'une politique familiale s'amorce. En 1932, les allocations, obligatoires pour tous les salariés, sont doublées à la veille de la guerre de 1939 par une prime versée à la mère au foyer et une allocation versée pour un deuxième enfant à toute la population active. Il y a encore du théorique dans cette législation à faire appliquer.

2. Être fragile à Paris

a) Le monde ouvrier

Les ouvriers forment un bloc face au patronat, au monde intellectuel et aux employés en col blanc¹.

Le monde ouvrier est marqué par des coutumes et des valeurs qui l'ont façonné, dont il est fier : l'endurance, la virilité...² Le patriotisme est réel et l'emporte sur l'ultranationalisme. Les restrictions de l'entrée des migrants sont approuvées, et même en 1936 les ouvriers étrangers sont reconduits à la frontière par mesure gouvernementale³.

Les ouvriers ont leurs organisations syndicales et leurs idées politiques. Ils doivent faire face à la précarité des emplois, la dureté des conditions de vie et la pénibilité. C'est tout un monde qui vit dans Paris de l'Est et dans la banlieue Le tissu industriel parisien est varié : Panhard, Citroën dans le sud de la capitale, la cartoucherie de Vincennes, Renault à Boulogne, la chimie à Aubervilliers, la métallurgie à Saint-Denis. Les pauvres sont nombreux.

La région parisienne est un ogre qui avale les petites gens de province voire de l'étranger : Le Nanterre de 1936 a presque doublé en quinze ans. Les femmes forment un tiers de la main d'œuvre, sans qualification à l'arrivée, fragiles et formées sur le tas ; elles viennent des régions rurales là où la crise est passée et les emplois sans avenir. En 1931 le nombre des ouvriers métallurgistes a augmenté de 50%. L'espoir de l'amélioration de la situation d'un ouvrier est relatif. Certes, il sort de la masse un personnel d'encadrement mais c'est une petite minorité⁴ et les écoles professionnelles (on crée le CAP après le certificat d'études) sont réservées à une élite ouvrière. Aussi les femmes restent-elles le plus souvent dans le monde fragile des mal-rémunérées et sans promotion. Les parents ne peuvent rêver que d'un ascenseur social qui ferait sortir leurs enfants de la situation où ils sont confinés. On ne peut sortir de la fragilité

¹ Plus de la moitié de la population française est encore rurale. Beaucoup d'ouvriers ont des racines rurales mais les mondes urbain et rural vivent l'un à côté de l'autre. Les vacances de 1936 rappelleront ce lien souvent endormi.

² X. VIGNA, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2012.

³ La loi du 10 août 1932 protège la main d'œuvre nationale

⁴ La petite maîtrise apporte moins de fatigue, d'accidents et de dures conditions de travail.

ou de la pauvreté qu'avec l'aide de quelqu'un ou d'une institution. C'est le pouvoir de l'école républicaine ou d'une direction d'usine ouverte pour donner l'accès à un plus grand savoir.¹

Le travail est rationalisé, chronométré, spécialisé. La chaîne s'installe dans l'automobile et autres industries. L'ouvrier qualifié dans son travail est devenu un manoeuvre spécialisé (OS). Cette façon de travailler provoque la récrimination ouvrière devant tant de duretés, de fatigue, de pénibilité (les cadences ont même augmenté pour compenser les frais). Certains doutent qu'elle soit un progrès tant elle semble déshumaniser les ouvriers privés de leur savoir faire et restreint à accomplir les mêmes gestes répétitifs.

L'ouvrier a des conditions de vie précaires avant la deuxième guerre mondiale. Il vit dans des logements sans beaucoup de confort, souvent dans des habitations bon marché (dont plus de la moitié en banlieue parisienne). L'ancienne zone des fortifications de Paris est devenue la zone phare des logements collectifs². La tuberculose sévit souvent dans ces quartiers.

Le Paris d'alors contraste en trois images, le beau Paris historique et monumental de Notre-Dame à l'Étoile et de Montmartre à Montparnasse fait opposition au Paris de l'Est et à sa proche banlieue (anneau large d'environ dix kilomètres) qui forme une première couronne interne, industrielle et résidentielle. Les lotissements de pavillons à jardinets construits entre 1920 et 1930 sur des lots d'environ 300m² se multiplient, la surface dépasse celle de Paris (16000 ha). L'urbanisation explosive est stoppée par la réglementation intervenue (loi Sarrault en 1928), la crise et la guerre.

Le Paris populaire (du Xe au XXe arrondissement sauf le XVIe et la moitié sud du XVIIe) s'anime de ses activités industrielles et artisanales. Certains îlots sont insalubres, constitués d'immeubles construits avec des matériaux peu fiables pour une clientèle à faible loyer : le confort est minimum, les appartements petits, parfois mal aérés. 1150000 logements sont antérieurs à la première guerre mondiale avec une ou deux pièces, une cuisine et sans confort. Les ateliers, les petites usines occupent le rez-de-chaussée et les caves. Le parc immobilier est ancien, surtout en son centre. Les bistrots ne manquent pas³. On remarque encore en 1930 les traces de la zone (couronne de fortifications ayant entouré Paris avec chemin de ronde, démolie de 1919 à 1932 dont les derniers occupants sans titre avaient été évincés non sans mal). Aux portes de Paris, on construit les grands immeubles HBM puis HLM en blocs compacts. 40000 logements entre les deux guerres, par exemple à la porte d'Aubervilliers en brique rouge, brun ou ocre.

Vers 1930 la banlieue a alors une image double : une banlieue cossue et une banlieue de la misère, proches l'une de l'autre. Le bidonville est à côté de la résidence fastueuse pour cadres. Courbevoie est alors un exemple avec ses quartiers de la Défense misérable ou du Bécon bourgeois. L'office de la Seine a construit de 1920 à 1939 seize cités-jardins dont les plus importantes sont Suresnes, Chatenay, Drancy, le Pré

¹ L'État met en place des lois sociales. En 1932, la loi Landry généralise les allocations familiales payées par un grand nombre de caisses.

² L'enceinte de Paris dite de Thiers avec ses « fortifs », les lars en argot étaient le lieu à la réputation mal famée : « règlements de comptes à la loyale « entre mecs », monde interlope, filles et protecteurs. Le monde du « milieu » (dont Hôtel du Nord avec Arletty, Jovet fait souvenir) et de Paname.

³ Devant la vétusté et l'inconfort du logement, souvent près du lieu de travail, les habitants sont poussés à traîner dans les rues et à connaître les bistrots.

Saint Gervais, Stains et Champigny. Une vraie « mer de pavillons » enveloppe ainsi Paris qui se fond doucement avec sa banlieue quand les logements sociaux s'installent à ses portes.

Les zones industrielles sont rejetées en périphérie, voire à la Villette (XIXe). Les gros établissements se trouvent à Aubervilliers, la Courneuve, Saint-Denis, Saint-Ouen, Asnières, Clichy-Levallois.

La population connaît alors un excédent d'adultes et un déficit de jeunes et de plus de 65 ans. Les jeunes sont plus nombreux au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre de Paris. La natalité est moins importante, tenant compte du travail féminin et de l'exiguïté des logements.

L'âge des logements parisiens

- Pratiquement presque tous les bâtiments du centre de Paris (100000) datent d'avant 1915 et pour les autres arrondissements, près d'un million sont pour les 2/3 eux aussi d'avant 1915.
- La banlieue (plus d'un million) 16% seulement datent d'avant 1915. La plupart des constructions se font pendant les deux guerres (afflux d'immigrants).

b) Le monde des femmes

La condition féminine en cette première moitié du XXe siècle a évolué¹. Pendant la Grande Guerre, elles ont remplacé les combattants du front, obtenu un emploi pour gagner leur vie et dirigé les familles. En 1921, 8393000 femmes en France ont un emploi. La fin de la guerre a renvoyé un certain dans leur foyer (7756000 travailleuses en 1931). Les femmes ne peuvent prendre leur revanche sur la vie qui pendant quatre ans à exalté la souffrance et l'héroïsme, « *les ouvrières, les midinettes préfèrent à la Madelon les premiers tangos* » (Olga Wormser) » mais encore faut-il avoir un partenaire ? Car les femmes seules sont trop nombreuses par rapport aux hommes.

Privées du droit de vote, les femmes se heurtent à deux refus du Sénat (1932-1935), elles sont encore sous l'autorité absolue du chef de famille jusqu'en 1938 où un recul politique leur permet enfin d'ouvrir un compte, de passer contrat pour ses propres biens, d'avoir une carte d'identité et de se substituer en chef de famille en cas d'empêchement. La femme est donc une « mineure », qualité juridique qui rappelle la définition du pauvre, « une situation subie de dépendance » caractérisée par la privation des moyens de « vote », contraire à sa liberté et à sa dignité personnelle.

¹ Cf G. DUBY, M. PERROT, *Histoire des femmes en Occident*, t. 5, Paris, Plon, 1991.

3. Pauvres et petit peuple à l'aune de la crise

La crise des années 1930 brise les avancées que le monde ouvrier a connues depuis la fin de la guerre, il occupe le tiers de la main d'œuvre au travail ; on a de grands ensembles puisque Renault emploie environ 40000 ouvriers, première entreprise d'Europe. La région parisienne attire les excédents de main d'œuvre (le chiffre des naissances est en déclin à la veille de la deuxième guerre mondiale, le chiffre des cercueils – 647000 morts en 1938 – l'emporte sur les berceaux). Le nombre des immigrants augmente à chaque recensement. Ils intègrent la population active ouvrière : 3000 « Africains du Nord » sur 27000 travaillent à Billancourt. Pourtant, la crise fait reculer de 27% la main d'œuvre de Renault en 1936. La vie est rude, les journées longues.

L'exemple de la banlieue de Saint-Denis montre les rues animées dès 6H30, le temps rapide de « casser la croûte » à midi et c'est reparti jusqu'à 17 ou 18H.

Le chômage croît inexorablement : 4000000 en mars 1933, 1200000 en mars 1934 et près de deux millions partiellement en France. Où est la sécurité de l'emploi ? Comment vivre lorsqu'on dépense encore la moitié de son argent en nourriture ?¹ Les conditions de travail restent celles de personnes devant obéir sans grande initiative si l'on est à la chaîne, suivre des horaires stricts, en somme des ouvriers à la dignité souvent refoulée. Les événements du Front Populaire vont mettre en valeur les antagonismes.

Peu d'ouvriers peuvent s'évader un peu de leur terne vie. 5% des ouvriers parisiens du privé ont des congés payés. La grande crise a rattrapé la France et, comme ailleurs, le chômage explose pour l'époque dès 1931² et la liste s'allonge avec les chômeurs partiels, les femmes qui renoncent à un travail impossible à trouver.

Des métiers entiers voient leurs effectifs se contracter (27% chez Renault en 1936) là où on se heurte à la concurrence étrangère.

La misère est telle qu'il faut secourir ces nouveaux pauvres. Un exemple à Saint-Denis : 800 ouvriers en février 1931, 7130 en 1932 et cela pendant plusieurs années.

Que faire devant ce marasme ? On utilise le chômage partiel, on licencie, on baisse les salaires et les prix entraînent un niveau de vie encore plus restreint.

La crise a rattrapé la France et surtout la région parisienne (le monde rural dispose d'une plus grande souplesse pour amortir une crise). Paris a attiré les industries de transformation dont l'automobile et les excédents de main d'œuvre se tournent vers elles. Le nombre de migrants augmente à chaque recensement et toutes les populations se côtoient ici³. L'État augmente le nombre des naturalisations (360000 en 1931 – 537000 en 1936) démontrant la capacité de la société à assimiler la diversité de façon raisonnable.

La crise augmente les tensions, le chômage a triplé en un an (400000 contre 1,2 million de mars 1933 à mars 1936) et on sait que deux millions le sont à titre partiel.

¹ Dans les familles ouvrières en 1937 il est consacré encore 58% des ressources pour les dépenses incompressibles de la nourriture et du logement. L'ouvrier connaît l'appauvrissement avec les enfants et la pauvreté avec la vieillesse.

² On compte 860000 chômeurs en France en 1936

³ G. NOIRIEL, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIXe-XXe s)*, Paris, Seuil, 1988.

Qui le supporte ? Le Front Populaire naît de la situation intérieure et extérieure dominée par l'ombre du fascisme.

4. Le problème religieux ou « le Christ dans notre cité »

a) les Églises catholique et protestante

Le monde chrétien, catholique et protestant, est-il tourné vers les pauvres ?

Les aléas des affrontements entre l'État et l'Église catholique ont abouti en 1905 à la fin du Concordat et à la loi de séparation des Églises et de l'État. Le véhément conflit pour l'inventaire des biens religieux laisse des traces profondes, la laïcité présente un visage de combat. L'Église catholique perd toutes les richesses qu'elle avait pu reconstituer. Dorénavant, elle est une Église plus pauvre mais plus libre politiquement. Il appartient aux chrétiens de faire vivre leur clergé¹. La guerre de 1914 montre que les prêtres savaient être « sac au dos ». Le rapprochement entre les anciens combattants et les courants de pensée agit².

Le recrutement des nouveaux prêtres s'effectue surtout dans les familles nombreuses (près de la moitié) ; en 1934 on a 5698 séminaristes. Le diocèse de Paris a un prêtre pour 2512 habitants. Le prêtre « sorti de la Grande Guerre retrouve une quotidienneté plus grise, clôturé dans sa sacristie ». Paris et sa banlieue sont des pays de mission avec un peuple différent dans sa plus grande partie. L'Église se doit d'avoir un clergé instruit des préventions des masses si elle veut y changer quelque chose. Toute cette évolution du premier tiers du XXe siècle montre une étape indispensable dans le cheminement des esprits de toute une génération d'hommes et de femmes se refusant à laisser la société comme elle menace d'être, c'est à l'origine de ce qu'on appellera les « cathos de gauche » plus tard.

Toute une série de procédures sont à l'œuvre. Il faut partager la vie des humbles, le Père Bousquet est le premier prêtre ouvrier du foyer d'Ivry ; des prêtres défrichent les âmes des bidonvilles et de l'ancienne zone de Paris ; un exemple est donné par le déroulement de la vie du Père Louis Canet. (1881-1967). Ordonné prêtre en 1905, il est vicaire en banlieue, par exemple à Issy-les-Moulineaux où il fonde un patronage qui a un énorme succès³, il sera ensuite curé de la « banlieue rouge ».

Pour pallier l'absence de lieux de culte (l'appel démographique tout récent de la banlieue est la cause), les chantiers du cardinal Verdier sont aussi un moyen de répondre à l'absence de travail et une trentaine d'églises sortent de terre.

Le monde chrétien essaie de sortir le peuple de la situation car il craint pour le salut des âmes. L'activité religieuse n'est plus dans la sacristie mais, là où est le peuple, l'ouvrier, là où il travaille et peine, au patronage pour enfants, à l'école ou au dispensaire si sa santé est en danger. Il faut montrer à la jeunesse « les valeurs chrétiennes ». Le patronage, le scoutisme montrent la force des Cœurs Vaillants et Ames vaillantes. Les séances de « ciné » captivent les esprits. On cherche la

¹ Un prêtre vit d'un aléatoire casuel de 50 francs annuels en 1921, des honoraires de messe et des dons volontaires des fidèles. Cette précarité le met dans une perpétuelle mendicité psychologique.

² Le clergé paye de 5318 morts à la guerre.

³ Dans ses dernières années, le Père Canet recevait encore des visites de ses anciens paroissiens d'Issy qui se souvenaient bien de son patronage (témoignage d'André Mielle – 2011).

conquête des non-chrétiens, des « frères », eux qui sont pauvres spirituellement et qui devraient accepter le partage des richesses du trésor chrétien.

Être avec les pauvres est une intuition qui se révélera profonde et poussée à l'extrême par quelques esprits comme le Père Wrezinski. On ne peut vraiment agir qu'en comprenant et partageant la condition de ceux sur lesquels on se penche, que c'est à des ouvriers de sauver les leurs. La création de la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) œuvre par une action directe. Elle s'affilie en 1927 à la JOC de l'abbé Cardyn ; l'abbé Guérin est la figure de proue. Georges Guérin, séminariste à Ivry, a rencontré en 1923 des jeunes ouvriers. Après sa nomination comme vicaire à Clichy, il demande à un jeune aide-comptable de rédiger un tract, inspiré de la JOC belge. Ainsi est née, avec une soixantaine de jeunes, la JOC en France. Il faut réfléchir à ce que l'on vit, à se former et à agir, en partenariat avec les syndicats. Cette méthode de voir, juger et agir devient le fondement des jocistes. Dès 1935, des bureaux de placement sont ouverts pour les chômeurs¹.

L'influence du Père Guérin est réelle et les efforts d'évangélisation et d'exemple de vie sont nombreux² mais il est difficile de faire un bilan. Néanmoins, il se manifeste une volonté de s'adapter aux différents milieux rencontrés.

Beaucoup ont donc voulu être fidèle à la mission de l'Église : « *il faut aller à nos frères, nous sommes riches, ils sont des pauvres, il faut les aider. D'abord les soulager essentiellement, prendre part à leurs soucis, à leurs peines, à les sortir de la misère dans la mesure de nos possibilités... cela c'est le premier travail à faire, il faut être ouvrier avec les ouvriers* »³.

Il semble que les résultats de cette évangélisation sont modestes : si 10% des Parisiens fréquentent l'église le dimanche⁴, il n'y a pas ce pourcentage en banlieue. L'immigration incessante de ruraux transportés à la ville est immédiate dans les effets religieux et le nombre de pratiquants est insignifiant.

b) Les réponses traditionnelles de la société au problème des pauvres

Les *évangiles* rapportent que Jésus a affirmé qu'il y aurait toujours des pauvres⁵. Toute société se doit de prendre position sur le problème en essayant d'y parer le mieux possible selon la force de ses convictions.

Qu'en est-il dans la région parisienne en 1930 ? Le dépouillement des archives de Courbevoie (alors dans le département de la Seine) permet de se faire une idée :

• un aperçu de la société à Courbevoie (recensement de 1936) :

	rue d'Aboukir	rue de l'abreuvoir	rue A. Bailly	rue Armand Silvestre	rue de Bécon	rue de Cronstadt	rue Gambetta	Bd Saint Denis
Travailleurs ruraux	1	3	0	1	3	1	1	1

¹ Voir *La Croix* du 7 Octobre 2012.

² Les archives sont déposées aux archives départementales de Nanterre (92).

³ Abbé Mioc, *Le Christ dans nos cités*, p. 64.

⁴ J. FAVIER, *Paris, deux mille ans d'histoire*, Paris, Fayard, 1994, p. 55.

⁵ *Jean* 12, 8 ; *Matthieu* 26, 11 ; *Marc* 14, 7.

Ouvriers/artisans	88	42	2	127	70	32	157	187
Employés	40	30	22	177	139	70	136	167
Fonction publique, cadres supérieurs	19	15	17	59	71	47	64	89
Commerçants	14	19	4	83	38	19	86	74
Domestiques, employés de maison	6	5	18	28	34	20	18	44
Rentiers, propriétaires, retraités	3	3	21	21	63	54	48	76
Femmes au foyer ou sans profession	24	1	28	134	143	78	158	216
Chômeurs	15	3	6	24	0	29	75	90
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
% de la population active par rapport à la population totale	50	63,2	-	69,9	48,3	44	52,2	46
Secteur primaire	0,5	2,5	0	0,2	0	0,4	0,1	0,1
Secteur secondaire	48	35,8	4,3	25,4	32,8	14,6	29,4	28,6
Secteur tertiaire	43	58,9	97	74,3	52,1	85	70,1	71,3
% de chômeurs par rapport à la population	8%	2,5%	8,6%	4,8%	15%	13,3%	14%	13,8%

Moyenne du chômage à Courbevoie : 10,1% en 1936.

On rappelle :

- Secteur primaire lié à l'agriculture
- Secteur secondaire lié à l'industrie
- Secteur tertiaire lié aux commerces et à l'administration.

Que retenir de ces chiffres ?

- L'aspect rural n'existe plus que pour l'anecdote.
- Un contraste sociologique assez net où le monde ouvrier domine certains quartiers de Courbevoie et beaucoup moins celui de Bécon, même s'il y a un mitage de petites entreprises et d'ateliers artisanaux.
- Plus le quartier apparaît riche, plus la qualification professionnelle semble importante et moins les femmes sont « actives » (la femme au foyer est alors le modèle de la bonne société), plus le personnel domestique est en nombre et les propriétaires et les rentiers aussi.

- Le chômage est plus important dans le Courbevoie ouvrier avec des nuances de ci de là.
- Le contraste entre les lieux où le pourcentage des actifs est très supérieur à la moyenne habituelle (autour de 42%), cela va de 69,9% rue Armand Silvestre¹ à 42,5 de la rue de Bécon. Les « cols bleus » vont de 48 à 4,3% et les « cols blancs » à l'inverse de 97 à 43%.
- Enfin il suffit de voir le contraste d'alors des modes de la construction des habitations² pour comprendre les différences sociales de la ville. La population ne se mélange pas réellement, ensembles riches et quartiers pauvres se côtoient, l'humble quartier de la Défense de l'époque et de Bécon aisé, alors pour les alentours de l'église Saint Pierre-Saint Paul reflètent une cité ouvrière.

Face à la pauvreté, Courbevoie dispose de réponses plus ou moins modestes pour la soulager ; d'autant plus que la vague de paupérisation des années 30 s'installe. Quels sont les moyens de la ville ?

- Les hospices

Depuis le XIXe siècle, des Courbevoisiens ont voulu léguer à la commune des biens dont les revenus permettent, espèrent-ils³, de recevoir des personnes âgées et ne pouvant plus subvenir à leurs besoins. Un exemple ? La fondation Segoffin⁴ laisse deux immeubles et une rente « pour établir soit un hospice communal cantonal soit un asile ou tout autre maison hospitalière ou maison de retraite pour les vieux ouvriers » ; la fondation Balliat est dans le même but. La réunion de ces deux dons pour économiser les frais ne permet qu'une hospitalisation gratuite de huit vieillards (1700 francs de dépense par occupant). Les autres occupants doivent faire des « dons volontaires ».

Au 66 de la rue Armand Silvestre on relève l'hospice du Cayla du nom de la bienfaitrice⁵. L'hospice, trop petit, serait à agrandir. On en parle mais la crise fait repousser des solutions.

- La ville ne dispose pas d'hôpital avant les années 1930. « Marcelin Berthelot » est créé le 8 mars 1931. Le luxe est banni de la construction. Le patient paye 30 francs par jour avec dépôt d'une garantie de 500 francs (c'est déjà beaucoup pour un démuné). Le forfait comprend le lit, la nourriture, les services, les soins et la pharmacie. On recrute deux internes permanents et des médecins consultent à l'hôpital. Le médecin chef est sous les ordres du maire.

¹ Bécon avec sa population bourgeoise commençait pratiquement au 93 de la rue ; cela correspond en gros au territoire de la paroisse Saint-Maurice de Bécon.

² Les bombardements de 1943 ont transformé l'aspect de certains quartiers.

³ Cela supposait un franc-or stable, emporté ensuite par l'inflation.

⁴ Archives de Courbevoie. La maison principale Segoffin, 94 rue de Bezons est un hospice de vieillards. Le plan du rez-de-chaussée montre que le service de désinfection est continué par le bain des indigents puis le service d'hydrothérapie et la salle de douche.

⁵ Fille du comte Baschi du Cayla, de la maison de Louis XVIII et de Charles X.

L'hôpital se fournit auprès des commerçants de Courbevoie pour le pain, la viande (fraîche et de qualité extra), le lait (pur, non écrémé, filtré, pasteurisé et réfrigéré¹).

En 1933, l'hôpital a 130 lits (54 en médecine, 48 en chirurgie, 18 en maternité, 3 pour les accidents du travail et 78 lits pour particuliers qui peuvent payer plus). Le 23 juillet 1934 on verse aux médecins en honoraires des sommes payées par diverses caisses d'assurances sociales (nouveau socialisme).

La crise force la municipalité à restreindre le personnel de l'hôpital. Malgré cela il a du succès car il répond à un besoin de base de la population. Le gynécologue accouche 150 parturientes en 1933 et 500 en 1936. Les recettes ne rentrent pas toujours (9809,95 francs impayés en 1937, la somme double l'année suivante). La catastrophe de 1940 entraîne une réorganisation drastique de l'hôpital (3 médecins dont un juif ne sont pas remplacés ; des services sont supprimés, des emplois aussi - octobre/novembre 1940).

La ville connaît l'assistance médicale gratuite (AMG) mais là aussi les sommes portées pour y répondre sont bien modestes. Les assistés pauvres peuvent aussi consulter dans un dispensaire² comme celui fondé par M. Winburn, le créateur du savon Cadum.

- Toutes ces institutions permettent de répondre à une certaine demande permanente du public, il ne semble pas qu'elles soient suffisantes. D'autres œuvres bienfaitrices sont présentes pour subvenir aux cas difficiles mais ce sont des aides ponctuelles ou temporaires.

Les autorités civiles, laïques, peuvent s'appuyer sur le bureau de bienfaisance³. Que peut-il faire ?

En 1932, le bureau accorde des bons de charbon pour l'hiver et réclame un supplément de crédit pour des secours en nature, voire en argent « pour des chômeurs qui ne reçoivent plus l'allocation journalière » (24 novembre). Le bureau peut proposer une pension annuelle à un de ses employés accompagnée d'un secours annuel pour service rendu⁴.

Le budget du bureau avoisine plus d'un million de francs (1082708 francs en décembre 1933) ; pour trouver l'argent un contrôleur du droit des pauvres est nommé⁵. La distribution de boîtes de lait aux enfants de chômeurs grève le budget (deux boîtes par enfant de moins de six ans).

Le chômage augmente en 1934. Il faut 20000 francs de plus pour le budget car à la suite de la réduction du fonds de chômage, un grand nombre de bénéficiaires reste à la charge du bureau de bienfaisance (8 juin) et pourtant la durée

¹ Pour faire un peu de recettes, l'hôpital vend les eaux grasses et déchets de cuisine, les épluchures ; la tincture : 2 francs, les eaux grasses : 3 francs, les croûtes de pain : 0,75 le kg. Prix en 1933

² Témoignage d'une Courbevoisienne, 2012

³ Archives de Courbevoie.

⁴ Le droit à la retraite est à 70 ans quelle que soit la durée des services mais la pension peut être misérable. Une cuisinière reçoit 70 francs par mois (Mai 1933).

⁵ Une taxe est perçue sur les spectacles, les réunions sportives, les billards, les grues automatiques. En 1936 par suite de la crise les cinémas ne font plus leurs frais et demandent l'exonération.

maximale de secours sur fonds municipaux au même chômeur est de 180 jours. Il faut des secours immédiats à distribuer. Dix mille francs en plus essaient d'adoucir les fêtes de Noël. En 1935, ce sont des bons de logement qui sont utilisés, on ajoute l'aide en viande en 1936. Les conflits du Front Populaire amplifient le nombre des ouvriers grévistes qui disposent donc de moins de ressources encore : « *La ville a ravitaillé les grévistes au moyen de crédits disponibles du bureau de bienfaisance* » (30 juin). Le Ministre de l'Industrie promet un remboursement aux communes par l'État et le conseil général de la Seine.

Il y en a pour 325000 francs soit en particulier :

- 207500 francs pour la viande
- 65000 francs pour le pain
- 2000 francs pour le lait
- 2500 francs pour le combustible
- 500 francs pour le logement
- 2500 francs en secours immédiat et autres dépenses (bière...)
- La ville peut adoucir le sort des familles pauvres par le moyen de prix que des citoyens ont fondés par une donation. Nous ne citerons qu'un seul exemple : un couple âgé tous deux de 39 ans avec trois enfants. Le père, ouvrier spécialisé d'usine est au chômage, la mère ne travaille pas. La fille aînée Yvonne V., 19 ans, employée de mairie, reçoit un tout petit salaire. Néanmoins, elle aide sa mère et subvient aux besoins primaires du ménage. De mentalité irréprochable, Yvonne est récompensée du prix Madiraa (1557 francs).
D'autres exemples pourraient être cités. Ils concernent des familles souvent nombreuses, marquées par la maladie, le chômage, la disparition d'un membre du couple, un logement exigü, voire insalubre. La solidarité familiale est essentielle pour tenir dans l'épreuve.

En sus de toutes les armes de la ville contre cette lèpre de la pauvreté, les œuvres privées, elles aussi, interviennent ; l'exemple du « fourneau économique » qui offre une sorte de soupe populaire aux plus démunis¹.

- Les préoccupations des chrétiens ne peuvent laisser de côté leurs frères et sœurs, « les pauvres » dans le besoin. Les archives de la paroisse Saint Pierre-Saint Paul de Courbevoie précisent quelques faits :
 - les fidèles suivent les chantiers du cardinal Verdier qui perdurent et donnent du travail aux chômeurs. La quête est annuelle (ici en janvier).

¹ Le « fourneau économique » est une communauté religieuse de sœurs de Saint Vincent de Paul, vêtues de robe bleue avec une coiffe amidonnée en tricorne ; elles peuvent aussi aider dans les services de santé ou accueillir des femmes ou filles en danger. Ces sœurs seront peu à peu remplacées par les petites bleues de l'Assistance Publique de Paris. Les infirmières, certifiées en 1950 par un diplôme d'État.

- Une homélie attire l'attention sur les pauvres de Courbevoie (« sermon de Charité » en janvier 1935), visités par la Confrérie Saint Vincent de Paul ; régulièrement 3 à 4 quêtes sont faites dans l'année aux portes de l'église. En 1936, les Jocistes demandent de l'aide pour leur permanence de chômage de la région parisienne. Les fidèles de la paroisse sont donc interpellés par les problèmes du temps. Des paroissiens se cotisent pour aider à l'habillement des enfants pour leur première communion. Cette initiative perdure pendant la guerre.

La Croix Rouge n'est pas oubliée non plus. La paroisse Saint Pierre-Saint Paul veut faire preuve de solidarité et de charité même si l'équilibre des finances de l'Église est mis à mal par l'âpreté des temps (le curé le rappelle).

Depuis les années 1930, la France est une lumière qui vacille : la diminution des naissances¹, l'antiparlementarisme sévère, le recul de la richesse de la classe moyenne dont le revenu a fondu depuis 1914². Le chômage réel secoue la France ; le spectacle des récoltes détruites devant les affamés ne peut que provoquer la colère des faibles. 1936 arrive, l'État va-t-il apporter un changement dans la société ?

Courbevoie en chiffres au recensement de 1936

58615 habitants

4483 maisons

22393 ménages

53310 Français

3469 étrangers

1790 absents, 554 hôtes de passage

1228 militaires (caserne Charras)

325 en hospices et maisons de retraite (250 Français et 75 étrangers)

283 enfants en pensionnat

¹ 18,8% en 1913, 7,7% en 1929.

² Le pouvoir d'achat des valeurs fixé à 100 en 1914, n'est plus qu'à 28,1 en 1925 ! par ailleurs la lourdeur des impôts, le vieillissement de l'outil industriel, les prix de revient élevés, la concurrence précipitent le recul.

Les laïcs, instrument de l'Église contre la pauvreté

Le pape Pie XI veut une chrétienté moderne donnant au laïcat un rôle spécifique contre la sécularisation : l'Action catholique, la JOC qui veut « voir, juger et agir ». En 1936 celle-ci défend les droits des travailleurs, troublant certains esprits ; en 1937, 100000 travailleurs sont rassemblés au Parc. Les militants se multiplient.

Le Pape lui-même en 1931 publie l'encyclique *Quadragesimo* où il constate qu'un petit nombre d'hommes accumule des richesses dont ils ne sont pas propriétaires mais gérants. On peut espérer que les syndicats chrétiens (CFTC en France) obtiendront une meilleure répartition du revenu.

Chapitre II : Quelques éclaircies ou les réponses du Front Populaire

(1936-1939)

Les difficultés françaises pendant la crise des années 30, l'instabilité politique, l'immobilisme des gouvernements dégradent la situation. Les scandales (rappelons l'affaire Stavisky, le poids des liges...) déclenchent une vague antiparlementaire. L'émeute du 6 février 1934 où les partis de gauche voient, même si cela s'avère faux, une menace de la droite sur la démocratie, pousse à l'unité de la gauche depuis 1935.

Communistes, socialistes signent un accord en 1936. Les radicaux les rejoignent et les élections donnent la victoire du Front Populaire. Le gouvernement de Léon Blum, formé de socialistes et de radicaux, soutenu par le parti communiste, fait face à l'agitation sociale d'un monde qui souhaiterait être connu et reconnu et qui s'invite dans les événements.

1. Le petit peuple : un nouveau monde

L'évolution de la société française depuis le XIXe siècle est significative d'un changement de monde - Paris et sa banlieue – sont plus que des témoins mais les meneurs. Un peuple étranger à la tradition française est né déchristianisé et ouvert à de nouvelles idées politiques.

La confrontation des élections des 1936 s'appuie sur les partisans du Front Populaire sur les slogans « *donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et la paix au monde.* »¹

Toute une série de grèves et d'occupations des usines déferle sur Paris et la province. La formation du gouvernement déchaîne l'enthousiasme populaire, les ouvriers en tête. Le temps semble arrivé pour arracher les concessions les plus grandes au patronat qui pour beaucoup de ses membres ne pardonneront pas la peur vécue ? Les grèves se multiplient, les usines sont occupées, c'est une atteinte (qui semble inadmissible) au droit de propriété. Avec sang froid et dignité, les ouvriers préservent l'outil de production mais cela n'empêche pas les offices du centre national de propagande d'affirmer « *si vous votez pour le Front Populaire, soutenu par Moscou, c'est la guerre* » ou « *devant la faucille et le marteau, la République crie à l'assassin* ».

C'est dans une atmosphère de joie ouvrière² que le pays avance dans le social : patronat et syndicats arbitrés par le gouvernement signent les accords Matignon des 7 et 8 juin 1936. Les salaires sont augmentés de 7 à 15%, des contrats collectifs de travail sont prévus, la liberté syndicale reconnue, le travail est limité à 40 heures hebdomadaires pour tous et 15 jours de congé payés accordés. C'est le temps de l'évasion. « Pour les travailleurs, c'est l'explosion de joie, enfin voir la mer, la montagne ou tout simplement rendre visite aux vieux parents, retrouver le « pays » quitté parfois dès 14 ans pour être placé ». Mais certaines réactions sont ouvertement hostiles : « *Quoi ! les petits ports*

¹ Tous les coups de force de Hitler se déroulent depuis 1934 et l'année 1936 est fertile en événements.

² Voir en annexe « les grèves de la joie ».

bretons envahis, quoi ! les châteaux de la Loire encanaillés, des ouvriers qui osent saucissonner sur la plage ! » Les salopards avec casques vont faire fleurir les guinguettes à Deauville mais les congés payés sont la plus belle réforme du Front Populaire : « *on a des vacances comme les riches* ».

Malgré ces avancées exceptionnelles, le monde ouvrier a du mal à se remettre au travail. Il a rêvé un moment mais « tout n'est pas possible », il faut revenir à une réalité plus grise.

Tout le monde est mécontent, le patronat enrage des accords signés en juin, les communistes reprochent à Léon Blum de ne pas intervenir en Espagne contre les troupes nationalistes du général Franco, Hitler est menaçant (réoccupation armée de la rive gauche du Rhin), les prix montent. Les craintes s'accroissent. Il faut une « pause » pour le gouvernement Blum. En conséquence, les autres réformes sont ajournées.

Le Front Populaire est remplacé. Le retour des modérés à la tête du gouvernement montre que le temps des petits et des pauvres se referme. Les menaces de guerre se précisent et la France n'est pas prête.

Mais l'année 1936 reste dans la mémoire collective. Les conditions de vie des classes modestes ont progressé et si l'on suit la définition du professeur Mollat c'est pour les pauvres une victoire sociale et psychologique même si elle est éphémère. La faiblesse et l'humilité ont pu être surmontées par l'union des ouvriers, leur donnant une force inattendue et une idée de leur importance et de leur pouvoir dans la société. La dignité des employés a fait un pas en avant. Les conditions générales vont rendre vains trop de résultats concrets de cette avancée ! Les prix augmentent, absorbent l'augmentation des salaires. Le retard en équipement est flagrant, les Allemands réarment. Les ouvriers refont des semaines de travail de près de 48 heures. La division des esprits marque la société française¹. L'irruption de l'État dans la vie quotidienne s'impose.

Il n'empêche que le mythe des congés payés, des départs en tandem à bicyclette pour d'autres horizons demeure à jamais dans le collectif populaire et s'enrichit de chansons et de films : rêver, s'évader, ce n'est plus pour maintenant.

2. Il faut revenir à une dure réalité

1936 a été une rude épreuve pour un certain nombre d'entreprises, surtout les petites et moyennes dont les prix de revient grimpent de façon inquiétante pour la compétitivité, le gouvernement doit dévaluer la monnaie et par là retire le bienfait de la hausse des salaires.

Les partis du Front Populaire au pouvoir sont divisés sur la façon de gouverner : les radicaux veulent un progrès social sans remettre en question les formes traditionnelles de régler les problèmes, contrairement aux désirs collectifs des communistes.

Le monde des travailleurs parisiens présente alors un visage cosmopolite :

- Le flux des immigrants ne cesse pas vraiment, il est plus ralenti à la veille de la guerre². Les naturalisations atténuent l'origine des étrangers pour rejoindre le grand fleuve français de l'intégration : un prix Goncourt, Roger Ikor évoque ce phénomène dans un beau livre,

¹ Voir la chanson de Maurice Chevalier : « d'excellents Français, d'excellents soldats... »

² Quand le travail manque la CGT des années 30 approuve les résultats de l'immigration. Salengro expulse des ouvriers étrangers en 1936 selon la loi du 10 août 1932.

les *Eaux mêlées* en 1957. Une maman explique à son fils l'origine juive de la famille : « *les parents de papa étaient étrangers – c'est pour cela que grand-mère cause mal le français ? Ah bon... le fils était fier de son nom à cause des consonnes rares... il se sentait exceptionnel. Son père lui se sentait de plus en plus comme tout le monde. Mais le grand-père « vaticinait en branlant la tête à propos de Hitler, des antisémites, des fascistes, prophétisant cataclysme et catastrophes.* » Cette famille ne voulait qu'être française.

- Le monde ouvrier perd de son enthousiasme. Le syndicalisme est en baisse spectaculaire. La CGT passe de cinq millions d'adhérents à un million à la veille de la guerre. Le monde ouvrier a une « aristocratie », celle des OS ou ouvriers spécialisés qui se distinguent des manœuvres¹. Malgré cela, une certaine unité le fédère : les mœurs sont les mêmes, la fierté est grande de pouvoir endurer une vie pleine de pénibilité, de montrer sa virilité et sa solidarité (les ouvrières font preuve évidemment de qualités comparables).

L'influence communiste est notoire dans le monde. Le parti a fondé des cellules d'entreprise, recrute des cadres mais son ralliement à Moscou lui pose des problèmes en 1939 avec le pacte germano-soviétique. S'appuyant sur la CGT unifiée depuis les événements précédant le Front Populaire, le parti est fort dans la banlieue rouge et même surreprésenté à Bobigny ou Montreuil. ...

Pour combattre la bourgeoisie², « *rien ne vaut d'être instruit comme elle* ». Il faut aider les loisirs³, les cinémas, les bibliothèques qui sont des relais pour les humbles. Dans une grève à Courbevoie on met, en sus des revendications de travail et de salaire, un programme d'apprentissage et une ... cafeteria.

La CGT et le PCF veulent être les représentants légitimes de ce monde ouvrier dont la région parisienne est l'exemple type.

Thorez et Frachon sont les hérauts de l'époque mais ils doivent modérer l'ardeur de leurs sympathisants. Chez Renault, dans la région parisienne, il y a encore de nombreux conflits jusqu'en octobre 1936, après la signature des accords Matignon, motivés par exemple par les accidents du travail dans les grandes branches de l'industrie (bâtiment, aéronautique). Le 31 décembre 1936, il est stipulé qu'en cas de désaccord, la conciliation et l'arbitrage deviennent obligatoires.

La rivalité politique entre le PCF et la SFIO se fait sentir, les cellules communistes sont concurrencées par les amicales socialistes d'entreprise qui ne leur font pas de cadeau.

La production industrielle est de plus en plus mécanisée et la recherche de la productivité provoque un rejet de la part des ouvriers à plus de cadences, moins d'ouvriers sur les machines (et plus spécialisés). La réaction ouvrière est dans la grève mais elle ne peut aller qu'à l'échec, la discipline industrielle l'emporte et la méfiance s'installe de part et d'autre, des autorités patronales et du monde ouvrier. La IIIème République regarde avec hostilité le monde des petits, agité et dangereux. Par ailleurs la montée des périls en l'été 1939 pousse à réparer le retard pris sur l'Allemagne, les journées de travail s'envolent jusqu'à 60 heures hebdomadaires.

Le paroxysme est atteint en août 1939 : après l'Autriche, la Tchécoslovaquie, Hitler lorgne sur la Pologne. Le pacte germano-soviétique bouleverse la situation. Le PCF devient pour les autorités françaises l'ennemi du genre humain. Le déchaînement de l'opinion s'appuie

¹ Monter dans l'échelle sociale est une préoccupation ; les municipalités vont comprendre l'importance de donner aux ouvriers un enseignement théorique et pratique. L'école des métiers de Courbevoie « prépare à de bons ouvriers ».

² Symbolisant le puissant dans le couple « puissant-humble ».

³ Le gouvernement Blum a un programme tourné vers le sport et les loisirs.

sur le patriotisme car la neutralité de l'URSS est un coup de poignard pour l'Occident. La guerre est rejetée vers l'Ouest par Staline. PCF, CGT entraînent le monde ouvrier dans la défiance. C'est la déstabilisation pour lui et la rigueur sociale puis policière pour les étrangers vivant en France. Italiens, Allemands, Espagnols sont entraînés dans les conséquences du conflit ouvert avec les pays nazis ou fascistes.

En bref bilan à la sortie du Front Populaire, on peut noter que les mesures prises concernant les employés, plutôt le milieu urbain que rural, avant tout les travailleurs et les personnes âgées sont appelées à n'être « rien » : ne pas avoir d'argent est une condamnation à dépendre de la charité et de l'aide municipale pour apporter un peu de réconfort. La législation sociale de l'État débute mais le filet de protection pour vivre au minimum n'est pas encore acquis, loin de là. Le droit des petits, les travailleurs avec les 40 heures et les congés payés a avancé de façon significative, de même que le droit syndical. Mais si l'on tombe malade ?... Il faut rester en bonne santé si l'on veut vivre. Les événements ont un peu structuré le monde du travail. L'industrie moderne a renforcé une union des masses laborieuses se regroupant de plus en plus dans des quartiers et des banlieues de la ceinture de Paris. Un vivier d'idées communistes est là, éloigné de la religion chrétienne que l'Église décide d'affronter. Elle fait construire des églises nouvelles avec les chantiers du Cardinal¹. L'Église souhaite récupérer des fidèles.

Le travail est devenu de plus en plus musclé pour les ouvriers d'usines, les cadences sont lourdes et il n'est pas possible de rompre la chaîne². Les études permettent de sortir de la condition précaire de manœuvre (la scolarité est améliorée par le Front Populaire). Vieillards et immigrés sont les grands oubliés.

Dans ces temps difficiles où la peur domine (hantise de la faim et du froid pour les ouvriers avec la menace du chômage, peur du bouleversement social pour le patronat : l'URSS et sa révolution sont un exemple). On trouve quand même dans la famille structurée un refuge pour tous les groupes de la société avec des façons de vivre qui s'uniformisent. La guerre va tout brouiller.

La grève de la joie

« Une joie pure, une joie sans mélange. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de parcourir librement ces ateliers où l'on était rivé sur la machine... Joie de passer devant les chefs la tête haute. Bien sûr cette vie si dure recommencera dans parfois quelques jours mais on n'y pense pas »

S. Weil 10 juin 1936

¹ Nous pouvons citer par exemple pour Paris : l'église du Saint-Esprit bénite en 1935 (12^e arrondissement) ou l'église Sainte Hélène (18^e) construite en 1933 ou l'église du Cœur Eucharistique de Jésus (20^e) entre 1936 et 1938, voire l'église Sainte Gabrielle terminée en 1937. L'église Saint Jean Bosco (20^e) entre 1933 et 1937 et confiée aux prêtres salésiens qui enseignent auprès des plus démunis. Enfin l'église N-D des otages de l'architecte Julien Barbier et terminée en 1938. Toutes ces églises sont construites dans des quartiers populaires.

² On renvoie au film *Les Temps modernes* de Charlie Chaplin.

Chapitre III : Orages sur la France

ou la dure réalité de la guerre

1939-1940

Le cauchemar recommence après vingt ans de répit ; la fragilité des relations internationales est apparue à beaucoup d'esprits avertis, la « faillite de la paix » : « *dans un tumulte de convulsion, toutes sortes d'éboulements font suite au meurtrier tremblement de terre de 1914 avec un perpétuel branlebas* » (M. Baumont). On a partout une sensation de provisoire, rien n'est achevé et cette terrible incertitude est un facteur important d'explosion de la pauvreté et amenant les conditions idéales pour déstabiliser les catégories les plus humbles de la société. La guerre mondiale est le premier éclair de l'orage planant au dessus du siècle.

De 1936 à 1939 la guerre a menacé de façon obsédante une Europe de plus en plus haletante, vivant de l'angoisse et travaillant à s'y préparer plus ou moins. Il semble que les souffrances, les dégâts de toutes sortes qui avaient conduit trop de gens à tout perdre et à se jeter dans la paupérisation n'avaient pas suffi.

La crise économique a frappé les petits de la classe moyenne. Les réponses apportées par l'Etat ont conduit à prendre une place de plus en plus décisive dans l'économie et le déroulement de la vie quotidienne.

La guerre est là, elle multiplie le nombre des pauvres et leur détresse.

1. De la drôle de guerre à l'écroulement

(septembre 1939-10 mai 1940)

La France de 1939 est désemparée. Elle a une population stagnante, celle d'un pays de vieux. Il manque 300000 nouveaux nés en 1938 par rapport à 1901. Son économie stagne et semble en déclin par rapport à d'autres puissances. La France est minée par la peur de la guerre, elle se ressent d'être un pays amoindri, plus pauvre¹, plus accroché à sauvegarder la paix (refus d'aider les républicains espagnols en 1936, soulagement devant la Conférence de Munich). La France est travaillée par la peur sociale d'un déferlement à gauche du communisme². Par ailleurs, le pacifisme parcourt tous les rangs de la société, tant à gauche (à la SFIO et à la CGT) qu'à droite. En 1939, la France est « un cadavre vivant » a-t-on parfois dit.

L'Allemagne et l'Italie multiplient les initiatives menant à la guerre : affaires d'Autriche, d'Éthiopie, d'Espagne puis de Tchécoslovaquie. L'humiliation est complète pour l'Angleterre et la France à la conférence de Munich (septembre 1938).

L'Allemagne songe maintenant à détruire la Pologne. L'Angleterre et la France ne peuvent plus reculer et apportent leur soutien aux Polonais.

¹ Le niveau moyen a baissé de 17% entre 1929 et 1938. C'est la paupérisation.

² cf : J.-P. AZEMA, M. WINNOCK, *Manuel. La classe d'histoire de 2^{nde}*, Paris, Dunod, 1969.

Le pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août stupéfie le monde¹. L'invasion allemande de la Pologne entraîne le 3 septembre 1939 l'entrée en guerre de l'Angleterre et de la France.

La mobilisation est générale. Tandis que la lointaine Pologne est écrasée en trois semaines par les Allemands, une étrange guerre commence sur le front occidental, où l'on relève dans les communiqués officiels les propos de « nuit calme » ou « rien à signaler ». C'est « la drôle de guerre », cette situation perdue jusqu'au 10 mai 1940 lorsque l'armée allemande fait sa grande offensive à l'Ouest et déjoue toutes les attentes françaises en se ruant sur les Ardennes. Le front est rompu, l'armée coupée en deux, c'est le désastre. La débâcle militaire commence, Paris est en vue. Nous ne citerons que quelques faits de cette débandade.

1940	
10 mai	Début de l'attaque allemande. Le front est disloqué. Ruée des blindés. Déluge de feu
16 mai	Pétain nommé vice-président du conseil de Paul Reynaud
19 mai	Weygand remplace Gamelin comme commandant en chef
fin mai	Rembarquement anglo-français à Dunkerque
5 juin	De Gaulle sous-secrétaire d'Etat à la guerre
11 juin	Repliement du gouvernement sur Tours; la déroute française est scellée
14 juin	Les Allemands entrent dans Paris
16 juin	Reynaud démissionne. Pétain au pouvoir
17 juin	« arrêter le combat »
18 juin	Appel de De Gaulle
22 juin	Armistice signée à Rethondes
10 juille t	Pétain a les pleins pouvoirs. Vichy commence.

¹ Le parti communiste paye. Les élus du Parlement sont exclus.

2. L'exode et « l'étrange défaite » (M. Bloch)

L'effondrement de la France, le désastre de 1940 sont parmi les heures les plus sombres de notre histoire. Nous laisserons de côté l'aspect militaire de cet écroulement pour nous pencher plutôt sur le sort des malheureux pris dans la tragédie. Son déroulement montre en partie les strates de la société française, parisienne aussi évidemment. Les heures noires passées vont d'ailleurs paradoxalement plutôt rapprocher les diverses couches, troupeau lamentable de pauvres hères. C'est sur ce phénomène que nous devons porter l'attention.

L'attaque fulgurante allemande stupéfie et tétanise de peur les populations qui ne trouvent qu'un remède à la situation : fuir et non résister.

Dès le 11 juin, c'est la folle journée d'exode à Paris et à sa périphérie sud: déjà les réfugiés du Nord de la France se mêlent aux parisiens et c'est une pauvre théorie inimaginable de gens de toutes conditions, mais ce n'est pas tout à fait le même voyage selon que l'on est puissant ou misérable : « *Il y avait deux dames dans une luxueuse limousine, une vieille et une jeune qui tenaient sur leurs genoux un perroquet dans une cage et un chat angora, mais il pouvait y avoir aussi comme moyen de transport – chariots attelés de bœufs, tracteurs, mulet dos chargé, autobus, voitures d'enfants, corbillards, charrette à bras, bicyclette et des files interminables de piétons* ». ¹

Paris est déclaré « ville ouverte ». Les quartiers riches de Paris, à l'Ouest, se vident de leurs habitants davantage que les arrondissements populaires. Certains ont des lieux de refuge. D'autres, non. La majeure partie de la population a fui : il ne reste que 700000 habitants sur 3 millions.

La débâcle fait voler en éclat toutes les administrations civiles et militaires, pousse spontanément les gens sur les routes, fait fuir les agents de l'État ; le téléphone, les canalisations d'eau, de gaz et d'électricité sont souvent coupés. Le pillage est général. La France semble comme incapable de se guider elle-même. Serait-elle tombée si bas qu'il lui faudrait une autorité protectrice ² ? Certains le pensent. Le maréchal Pétain s'impose comme protecteur de la France. Il dit partager la souffrance de ceux qui fuient sur les routes ³. Il constate que « *priver la France de ses défenseurs naturels c'est tuer l'âme de la France, rendre impossible sa renaissance* ». Il considère l'armistice comme inévitable. Le régime de Vichy mis en place s'évertuera, appliquant son programme de « Révolution nationale », à restaurer ce qu'il définit comme les valeurs traditionnelles de la France dont l'abandon aurait conduit la France à son déclin ⁴. Mais quelle peut être la place des pauvres ?

Le spectacle de cette société en décomposition est poignant. Les troupes françaises se heurtent à ces flots de réfugiés aux yeux hagards, proie des bombardiers en piqué qui lâchent leurs bombes, mitraillent, accompagnés par le hurlement de leurs sirènes. L'armée est submergée dans l'ensemble même si certains îlots français d'existence

¹ Témoignage de Vassili Soukholmine, cité dans J.-P. COINTET, *Paris 40-44*, Paris, Perrin, 2001, p. 23.

² C'est la définition de la pauvreté : l'incapacité de se relever.

³ « Je pense aux malheureux réfugiés, qui dans un dénuement extrême sillonnent les routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude ».

⁴ R. PAXTON, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973.

tiennent et forcent l'admiration. Des soldats sans armes se mêlent aux civils éperdus sur les routes encombrées. Le gouvernement quitte la capitale (10 juin) et Paris va être déclarée « ville ouverte » : une grande peur saisie les parisiens, ceux des quartiers les plus aisés en tête semble-t-il¹. C'est la ruée par les portes de Paris vers le Sud (Italie, Orléans), la cohue est énorme, on avance mètre par mètre dans un embouteillage de véhicules peu ordinaire, de la voiture de luxe au landau avec un entassement invraisemblable d'objets de toute nature (du matelas à la plus médiocre harde). C'est vraiment un peuple de miséreux que le général de Gaulle voit passer alors qu'il essaie de rejoindre le gouvernement de Paul Raynaud (11 juin). Les deux tiers des parisiens ont fui.

Les mots qui résument le mental de cette population sont « désarroi, désemparé, peur, panique, fatigue, faim et soif, épuisement ». Les gens sont à bout de ressources. Le pillage général s'accompagne trop souvent d'une absence de cadre moral.

La décomposition des familles est importante et il faudra du temps après l'armistice du 22 juin pour la mise en place de la ligne de démarcation pour qu'un certain ordre revienne. Pendant plusieurs semaines, les parisiens ont connu l'extrême pauvreté, celles qui font parfois sauter les règles de la conscience et rend asocial.

La période de l'exode est importante à la fois pour mettre en valeur la fragilité de la société, celle de Paris en tête. La paupérisation est une expérience durable qui a mêlé les groupes sociaux, la Résistance la continue.

Il faut expliquer tous ces malheurs : la France est humiliée, asservie, pillée et le maréchal Pétain console et réprimande : « *La vie sera dure, n'espérez pas trop de l'État* », il faut prendre la route du devoir mais pour aller où ? La France livrée à l'ennemi, asservie, pillée devrait plutôt suivre la France Libre du général de Gaulle, elle qui est d'une pauvreté absolue dans ses moyens mais si grande dans sa résolution.

¹ Le général allemand Block remarque que la ville est à peu près vide, seule la population la plus pauvre est restée.

Pauvre France Libre

1940 : Passy chargé par le général de Gaulle de créer les premières structures opérationnelles de la France Libre lui demande des moyens de transmission et des fonds. Réponse : « *je n'en ai pas, débrouillez vous* »

Le général n'a que les 100000 francs donnés par Paul Reynaud.

Les Anglais disposent de tous les moyens matériels, argent, postes radio, faux papiers, moyens de transport, correspondants en pays neutre et aussi « *tel l'aveugle et le paralytique il nous fallait donc nous unir* » (Passy).

« Nous étions vraiment misérables ».

Et pour montrer cette dépendance vis-à-vis des Anglais (le pauvre qui ne peut marcher seul...). En mars 1942, le colonel Billotte demande l'indépendance des services français : la réponse est « *ce n'est jamais possible tant que nous serons sur le territoire britannique de réunir les moyens et encore moins d'obtenir des Anglais qu'ils nous en donnent la moindre facilité* ». Les faits sont cruels dans leur exposé.

Un français libre dit sur de Gaulle : « *C'était pour moi la faiblesse qui dit non à la force, c'était l'homme tout seul dans sa faiblesse absolue à Londres, disant non aux plus grandes puissances du monde, non à la capitulation même de l'homme... et le refus de capituler c'était à peu près la seule chose à laquelle nous pouvions prétendre* ».

Romain Gary cité dans le *Dictionnaire de la France libre*, p. 670.

3. La France libre

La France libre... Le 16 juin 1940, Paul Reynaud a démissionné. Le président de la République Albert Lebrun confie au maréchal Pétain la direction du gouvernement : « il faut arrêter le combat ; l'armistice est signée le 22 juin. Le sous-secrétaire d'État à la guerre de Reynaud, le général de brigade « à titre temporaire », Charles de Gaulle n'accepte pas le déshonneur qui en résulte et lance l'appel à la résistance du 18 juin. Esseulé, il clame pourtant que la France n'est pas seule et l'obligation de continuer pour entretenir la flamme de la Résistance. Pour cet acte, le régime de Vichy le condamne à mort et lui confisque ses biens.

Isolé et esseulé, de Gaulle fonde la France Libre. Il assure la continuité de la France et refuse la légitimité du régime de Vichy. Mais comme Robert Aron l'écrira dans ses mémoires, la France est divisée en son âme, en son territoire et dans l'esprit de ses enfants. La vraie France de de Gaulle ? OUI mais dans quelle pauvreté ! De Gaulle rappelle qu'il est un naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre ; sans elle il n'est rien. Churchill a compris que de Gaulle peut poursuivre la lutte. Il lui tend une main secourable et le reconnaît le 28 juin « *chef de tous les Français libres où qu'ils puissent être* ». C'est une force spécifiquement française. De Gaulle a 100000 francs en tout et

pour tout, une misère. Il dépend matériellement de l'Angleterre. Les Anglais prennent en charge les dépenses des FFL par des avances remboursables et comptabilisées à part. La souveraineté française est limitée de fait car le haut commandement britannique contrôle en dernier ressort (accords du 7 août). La France Libre ne peut vivre sans « tuteur » mais elle a le mérite d'exister et l'in vraisemblable de 1940 devient réalité en 1944. La France Libre est reconnue parmi les vainqueurs de la guerre. Les dettes de la France Libre deviennent les dettes de la France et seront remboursées.

4. Le sort des prisonniers de guerre

Il y a un point enfin à évoquer en ce triste été 1940 dans l'effondrement de la France : le sort des prisonniers de guerre. C'est la capture de centaines de milliers de soldats ; quelques uns échappent à leur sort en s'évadant de leur lieu d'effondrement. L'essentiel des prisonniers ne sera pas rendu avant la paix. Comme des pauvres hères, ils sont conduits en Allemagne pour y passer pour un grand nombre cinq ans de captivité¹. Le retour à la normale n'est pas pour demain mais qui peut le savoir en cette fin juin ? « *Le parisien moyen ne voit rien de l'arrogance, parfois de la brutalité de comportement de l'occupant à l'égard des fonctionnaires et officiers français traités en simples exécutants* ». ²

Le sort des prisonniers est régi par la convention de Genève. Vichy assume la protection des prisonniers. Tous les groupes sociaux sont représentés. En 1945 il ne reste qu'un million de captifs. Ils vont vivre une triste vie, une pauvre vie marquée surtout par les privations alimentaires, la solitude et l'éloignement de leur famille. Ils sont considérés par les Allemands comme une main d'œuvre à bon marché pour tous les travaux si durs soient-ils. Ces prisonniers dans l'ensemble sans liberté forment loin de Paris un monde de pauvres, sujets de tristesse dans l'esprit de leurs enfants.

Au total, le 10 juillet 1940 par le vote des pleins pouvoirs par les Assemblées au maréchal Pétain, c'est le départ de Marianne qui est décidé, la République disparaît et Paris perd son rôle de capitale au profit de Vichy. La France paie des conditions très dures, entre autres l'entretien des armées d'occupation soit 400 millions de francs par jour. La pauvreté est au coin de la rue.

XX

X

Durant la décennie 1930-1940, la notion de pauvreté a pu être perçue tout d'abord comme celle de Parisiens fragilisés dans leur santé, leur âge et leur chômage. La crise des années 1930 est passée par là. Certes, être pauvre à Paris n'a pas la même signification que de l'être dans le monde rural mais il révèle un mal-vivre permanent dont les caractères seront accentués avec la guerre.

Comment remédier ou limiter cette pauvreté ? La décennie a permis une avancée historique des droits des employés. Les ouvriers entre autres bénéficient des congés payés. 1936 est un tournant. Le vote démocratique et le poids de l'État ont permis cette année-là des avancées sociales.

¹ Chiffre pour la France : 1850000 soldats sont capturés dont 1,6million transféré en Allemagne. Un exemple le soldat LG pris le 8 juin 1940 est libéré le 8 juin 1945.

² J.-P. COINTET, *Paris 40-44*.

Les initiatives permanentes d'Hitler mènent à la guerre une France non préparée et défaillante. La révélation de 1940 est terrible. La pauvreté est reine, un nouvel épisode tragique commence.

Prisonniers

1,5 millions de Français entrent dans la servitude, l'immense troupeau des sans grade n'étaient plus pour le moment que des têtes lourdes de fatigue, des ventres affamés et des cœurs hantés par le souci de tous ceux qu'ils laissent en France.

Jean de Lamaze

II. Un monde broyé

Les temps noirs : juin 1940-1944

Chapitre I : le drame de la vie quotidienne pour tous

(juin 1940-1944)

La France de 1940 marque la fin d'une période de l'histoire de la France. L'armistice, dit Pétain, est la conséquence d'un certain esprit de jouissance qui a saisi les habitants alors que les conditions n'y prêtaient pas ! Pour le Maréchal, il ne faut pas priver le pays de ses défenseurs naturels, il faut préparer la « renaissance »¹. Il faut un protecteur à la patrie pour défendre le peuple estimé mineur et incapable de « se défendre de l'ennemi ou de toute autre force politique »². Le vainqueur de Verdun se présente comme « légitime ». Dans la région parisienne, la foule est passée, sans jamais finir, abandonnant les voitures et ses morts, un vent de folie a soufflé sur la France, privée de chefs, de militaires, de soldats englués dans la masse des femmes et des enfants. « *On s'est procuré un gîte en fracturant une porte, de la nourriture en cambriolant, en pillant* » (Henri Amouroux). On a vu des infirmes, des vieillards, des éclopés errant sur les routes. Le fond de l'abîme est atteint. La France, Paris vont connaître quatre années de misère.

Notre pain quotidien

Les législateurs placent partout des barrières de papier qui n'arrêtent que les pauvres et les plus vieux des Français.

1. Grandes souffrances et petit peuple

Les événements de juin 1940 ont eu raison du cran des Parisiens. Le bombardement qui a fait près de 1000 victimes a provoqué le départ des beaux quartiers puis des plus modestes. Le tissu social se désagrège comme on l'a vu et des millions de français (8 à 10 ?) parcourent les routes, exténués, déchirés. Paradoxalement on a un nivellement par le bas, tous ou presque deviennent des pauvres et les barrières sociales sont mises à mal. En quelques jours c'en est fini du confort voire des progrès auxquels chacun était plus ou moins habitué³. On est à la même enseigne dans le malheur. Devant le spectacle quotidien des actes illicites, le système des valeurs est remis en question, mêlant l'égoïsme et la cupidité mais aussi la compassion devant tant de souffrance.

Ne pas se séparer est l'obsession de tous et il est vrai que l'armistice est ressenti avec un soulagement quasi général : finie la déambulation en aveugle au gré des nouvelles, finis

¹ Quelle renaissance dira de Gaulle sous la botte allemande et l'escarpin italien ? La vraie France, la France éternelle est celle qui se bat.

² Cf Y. DURAND, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Bordas, 1972.

³ Cf D. VEILLON, *Vivre et survivre en France*, Paris, Payot, 1995.

les bombardements. Il faut maintenant rentrer à Paris ou dans sa banlieue (fin juin-juillet).

Le ravitaillement est immédiatement un problème dans la capitale où n'arrivent que peu de marchandises. On manque de café (« *et le petit noir à se jeter derrière la cravate alors ?* »), d'huile, de beurre, d'œufs. Les vainqueurs prélèvent déjà leur part.

Pour tous les Parisiens, c'est le basculement dans l'univers de la zone occupée avec tous les sigles allemands dans les rues : drapeaux, inscriptions en plus des immeubles réquisitionnés... Le couvre-feu achève le tableau. Les patriotes ont de quoi se serrer les poings et ils doivent obéir. Le silence et la tristesse sont une réponse de la plupart des occupés. Ce contrôle allemand est serré et la peine de mort frappe réellement.

Les parisiens se recroquevillent sur eux, la France est coupée en zones et il est bien difficile d'obtenir une permission allemande de franchir la ligne de démarcation¹. On va être coupé de sa famille provinciale et le courrier n'est rétabli que lentement à travers des cartes pré-remplies par des cases où l'on ne peut pas dire grand 'chose. Cette brimade dure jusqu'en 1943.

Si la vie quotidienne a un décor allemand, avec mise en scène antisémite, le gratin de la société a repris son existence et le contraste est grand entre cette vie tapageuse et le quotidien des humbles - la séparation sociétale se fait entre ces fortunés et même les classes moyennes qui s'imposent de gros sacrifices pour survivre - car pour elles le temps de vivre est passé, il faut se battre pour survivre, donner à manger à ses enfants².

Alors que faire dans un monde où l'argent va être roi et son absence un enfer ? Les clients modestes fréquentent la catégorie D des restaurants, celle du « bon marché » avec un plat garni. Les petits, les pauvres sont allés vers les cuisines municipales à 0,75 frs la soupe ou à 2 frs s'il y a des légumes. Le plat de viande vaut 3 frs. On compte 41225 rationnés dans la région parisienne. Les restaurants communautaires, datant de décembre 1942, sont réservés aux personnes ayant moins de 5000 francs par mois de ressources. On sert pratiquement 50000 couverts par jour dans les restaurants parisiens.

Il ne faut pas s'étonner des déficiences constatées par les médecins dans la population. Se nourrir, ne pas avoir faim deviennent une obsession. Les réquisitions allemandes sont lourdes et elles pèsent sur toutes les matières. Il faut que les Français et les Parisiens en particulier se comportent autrement.

La responsabilité des autorités est en jeu pour le ravitaillement ; c'est le rôle du Préfet de la Seine. Il ne peut que réglementer la pénurie. Dès août 1940, des restrictions pèsent sur les pâtes, le riz, le savon. Il est irritant de voir les plus riches acheter au plus offrant les denrées qui se raréfient. L'État ne peut que fixer des prix et quantifier les achats. A l'automne 1940, pratiquement tous les produits sont rationnés à des prix bloqués au 1^{er} septembre 1939.

Le 23 septembre 1940, on voit la carte d'alimentation et c'est maintenant à notre journal d'instruire du déblocage des produits car il faut se précipiter pour avoir une (petite) chance d'être servi³.

¹ Que de difficultés pour obtenir le droit d'enterrer son beau-père tué par les Allemands. (témoignage à l'auteur).

² Un médecin de Courbevoie dit à une mère dont l'enfant est malade : « *vous lui ferez un bouillon* ». La réponse est désemparée : « *mais avec quoi, docteur, je n'ai rien* » (1941)

³ Il faut savoir lire un journal et avoir un journal à sa disposition.

E : enfants de moins de 3 ans
J : enfants de 3 à 12 ans
A : adultes de 12 à 70 ans
V : vieillards
T : adultes de 12 à 70 ans aux travaux pénibles
C : travaux de culture
Plus tard on aura J1, J2, J3

Les rations sont différentes suivant les catégories et parfois les critères de répartition ne sont pas toujours très clairs.

Il faut profiter de la pénurie pour bien vivre

On lit dans le manuel de sciences naturelles de M. Manquat – 1941. J. de Gigord – éditeur :

« Le corps de l'homme est donc une machine remarquablement bien construite car elle est son propre mécanicien, elle se conduit seule s'entretient seule, se répare elle-même car elle a reçu de Dieu, son fabricant, une âme vivante ».

ou encore

« Le deuxième résidu de la digestion de viande est l'urée, poison violent évacué par l'urine. Aussi l'alimentation en viande n'est-elle pas sans péril, c'est pourquoi il est utile de s'en abstenir de temps en temps. Les prescriptions de l'Eglise catholique (maigre du vendredi et du carême) s'accordent donc avec les règles d'hygiène alimentaire ».

d'où

« ... accepter l'huile de foie de morue avec reconnaissance »...

Un adulte a 350 gr de pain par jour, 200 gr de matières grasses et 250 gr de pâtes par mois, 300 gr de viande par semaine. Ces chiffres peuvent être modifiés en fonction de la réalité de la production car le marché noir en absorbe une bonne partie ! Pour compenser le manque, avec l'ajout de 5% de succédané à la farine, le pain devient moins bon, plus gris.

Le manque de viande est de plus en plus flagrant, un exemple en Seine et Oise montre qu'on passe d'une centaine de grammes au début, en 1940, pour s'abaisser à 60 gr en janvier 1944. Lait, beurre, matières grasses en général manquent aussi cruellement.

Le peu à manger, les prix en hausse continue sont le cauchemar des familles ouvrières qui ne gagnent pas assez et des vieillards sans retraite.

On a pu calculer que la ration moyenne s'un adulte tourne autour de 1200 calories (il faut plus de 2000 en période normale). Il faut donc se débrouiller pour en trouver quelques unes supplémentaires.

Et pour cela... il faut d'abord s'armer de patience angélique, en faisant la queue, image de la nouvelle société de la guerre : il faut se lever de bon matin pour être dans les

premiers, s'armer contre le froid. On pourrait dire qu'il y a presque des queues de groupe sociétal, celle du XXe arrondissement n'est pas celle de Neuilly, même si on a des humbles personnes dans les deux cas.

Que peut faire un travailleur s'il n'a pas une personne de sa famille pour faire la queue à sa place ? La difficulté est supplémentaire dans la course d'obstacles.

Les files d'attente vont être l'objet de conversation, de réflexions qui au fil du temps montrent la rupture avec Vichy (surtout à partir de 1942). Les rapports des préfets nous le font bien voir. Le petit peuple ne peut accepter tout ce qu'il souffre.

2. Petits remèdes et pauvre peuple

La terreur des bombardements

L'exemple de Courbevoie

La ville de Courbevoie fait partie de la banlieue industrielle de Paris et les Allemands demandent le maximum de rendement aux usines, par exemple à Hispano où une soufflerie en surface destinée aux essais de moteur d'avion très moderne est fort importante. Les Alliés vont vouloir la réduire au silence.

- Une première attaque américaine a lieu par vagues le 15 septembre 1943. Courbevoie va dénombrer une centaine de morts et près de 200 blessés, 4000 sinistrés. Un bon nombre d'habitants n'a plus rien et il faut tout recommencer pour certains ménages qui n'ont même plus une casserole dans une période où le métal est rarissime ! La deuxième attaque est du 31 décembre. Là encore il y a 263 morts et 613 blessés. Le quartier de Bécon est ravagé. Des usines sont atteintes et les dégâts matériels considérables. La crainte frappe beaucoup d'habitants qui vont fuir la ville pour ne revenir qu'à la Libération. Les sans-logis sont nombreux.

Les attaques aériennes révèlent cruellement la fragilité des familles précipitées dans la pauvreté voire la détresse, accentuée dans les quartiers les plus populaires.

Le temps qui passe depuis le début de l'occupation voit l'aggravation. Les difficultés, les hivers rigoureux¹, la faim présente, les perquisitions allemandes de plus en plus prégnantes ; le moral des Parisiens est de plus en plus fonction de la situation où l'on voit Vichy s'enfoncer et la main allemande s'alourdir. Le mythe de la protection du maréchal Pétain ne tient plus et l'opinion vire avec les difficultés allemandes apparentes depuis Stalingrad et le débarquement allié en Afrique du Nord. L'année 1942 se révèle bien la bissectrice de la guerre.

Les souffrances des occupés sont de plus en plus réelles, profondes pour les guerres. Le printemps 1944 est un paroxysme. Les allocations de la viande tombent à 90gr par semaine, et c'est théorique. Le lait est réservé aux hôpitaux, aux enfants de moins de trois ans et aux femmes enceintes qui allaitent ; les matières grasses sont des fantômes. Avoir un peu de ces produits est mythique. Le débarquement et la bataille de Normandie

¹ 1941 : 66 jours de gel à Paris. Minimum à Vincennes : -27°

rendent encore plus aléatoire le ravitaillement de Paris. Tout se détériore pour des Parisiens au ventre vide, les magasins ont des vitrines vides, l'électricité et le gaz ne fonctionnent plus guère, la cuisson des aliments devient pour tous une performance renouvelée d'ingéniosité rare... Les transports sont désorganisés et la vie est empoisonnée par les alertes qui se succèdent¹.

Paris est au bord de la famine au moment de son soulèvement. Les médecins et les pharmaciens sont sans stock réel de médicaments, les boulangeries ferment faute de farine et de bois pour cuire, 800 restaurants populaires servent ce qu'ils peuvent, un casse-croûte le midi et une soupe chaude le soir.

Et les Alliés qui ne se précipitent pas vers Paris comme il le souhaiterait ! L'attente devient intolérable. Paris s'est soulevé mais va-t-il se libérer ? L'ordre enfin donné à la deuxième division blindée du général Leclerc et à la quatrième division américaine du général Barton de foncer sur Paris éclaire l'horizon. Le 25 août 1944, c'est la Libération de Paris. Les Parisiens retrouvent la liberté mais beaucoup ont faim.

a) Les quatre ans d'occupation

Ils sont dramatiques pour l'ensemble des Français.

Le beefsteack-pommes frites est un mirage, remplacé par le goût des rutabagas.

Les prélèvements allemands, la valeur du franc par rapport au mark entraînent un appauvrissement qui fait chuter le franc de ¼ de sa valeur entre 1938 et 1944.

Qui souffre le plus de la baisse du niveau de vie ?

- Le menu peuple des pauvres en premier qui ne peut accéder au marché noir. La mortalité des enfants en bas âge a augmenté de 50%. Les conséquences physiologiques sont notées dans la diminution de la taille d'un quart des adolescents ou des carences alimentaires. La tuberculose repart.
- Tous les internés quelle que soit la raison de leur mise à l'écart (gens des prisons – communistes – gaullistes – juifs, déportés de Drancy et les malades mentaux dont la mort préoccupe peu l'opinion générale).

L'indifférence étonne mais le gouvernement de Vichy, construisant un antisémitisme d'État, promulgue les statuts des Juifs (3 octobre 1940 et 2 juin 1941) sans grande réaction populaire².

Devant la pénurie, l'État a donc réparti le manque avec son rationnement et ses tickets. C'est un art à apprendre que de vivre petit !

b) Le problème des énergies

- Il est vital à régler puisqu'elles sont la clef de l'essor économique.
- Le premier combat à mener est de lutter contre le froid en l'hiver 1940-1941 particulièrement marqué³. La ration de charbon attribuée par logement ne permet pas de chauffer longtemps. Il faut renoncer à occuper toutes les pièces de l'appartement s'il est grand et se coucher dans une chambre froide⁴. Bien qu'insuffisamment pourvus, les lieux publics sont plus hospitaliers et servent de

¹ cf les carnets de Nicole Huet déposés au musée Jean-Moulin de Paris.

² Cf M. R. MARRUS, R. PAXTON, *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2015, rééd.

³ Les engelures deviennent une préoccupation.

⁴ Le charbon est produit avant tout pour les besoins de « l'Europe allemande ». Il est extrait dans les mines du Nord. Paris a le strict minimum pour maintenir calme la population.

refuge (cafés, bibliothèques, métro). On passe parfois à un chauffage au bois (et le chauffage central est oublié) si on a la chance à Paris d'avoir une cheminée.

Le gouvernement essaie évidemment de contrôler les dépenses en gaz et en électricité ; cuire des aliments est un problème devenu pratiquement insoluble à la veille de la Libération. Le système D a de belles heures à vivre.

- Le recul de la voiture est spectaculaire ; peuvent rouler les médecins, sages-femmes et le service de ravitaillement. Où trouver de l'essence quand la France n'a pas de pétrole ? Paris devient silencieux et doit marcher à pied, en vélo ou en métro et bus. La voiture individuelle est un souvenir. Le métro est devenu pour ses 300000 voyageurs quotidiens un gigantesque creuset pour toutes les personnes.

Oui le système D est roi

- L'Etat intervient aussi dans le domaine privé de l'habillement.

Tout devient rare donc objet de convoitise. L'humiliation des humbles est encore plus grande ; l'ingéniosité des femmes, des mères, doit être sans cesse en éveil pour faire d'un rien de tissu un petit vêtement portable. Le cuir n'est plus trouvable¹. Les chaussures en cuir sont en principe fournies tous les quatre ans (et encore quand il y en a). Ceux qui manquent d'argent ont encore plus de problèmes. Les semelles sont en bois.

La pénurie du vêtement nécessite la carte créée le 11 février 1941, les restrictions pour la garde-robe sont de plus en plus grandes et l'on voit très clairement les différences sociales. On n'est pas tout à fait habillé de même dans le XVIe que dans le XXe. Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi marquées.

- Que peut-on faire pour se nourrir quand on est pauvre ? et l'Etat ? Il est difficile d'avoir accès au marché noir ou gris ; peut-être peut-on compter un peu sur la solidarité familiale ? Par quelques colis postaux ?² On fait de petits élevages en de minuscules jardins si l'on peut (jardins ouvriers ou tout terrain possible). Cela permet de fournir moins de 300 calories par jour.

Le gouvernement de Vichy condamne les « affameurs » qui vendent les marchandises à un tarif impossible (un kilo de beurre peut valoir le tiers d'un salaire moyen parisien. Il faut surveiller les trains et la gestapo s'en mêle) mais c'est plutôt insuffisant pour arrêter le trafic : se débrouiller, terme lancinant... La récupération est un réflexe obligatoire et remplacer les produits par ce que l'on peut trouver (exemple d'ersatz : la saccharine pour le sucre).

Le petit peuple est le laissé pour compte. Les salaires sont bloqués. Les ouvriers ont de plus en plus de mal à vivre. Déjà mal logés, entassés, avec une hygiène douteuse, ils sont peu favorables à Vichy. Pourtant, après le chômage de 1940, le travail est à nouveau là. Les demandes allemandes sont pressantes et ne cessent de s'accroître. L'instauration du STO modifie le sort des ouvriers.

Tel est le climat de Paris pendant quatre ans, la peur généralisée par les bombardements alliés complète le tableau.

¹ Souvenir d'un écolier dont la serviette était si vieille que la patte pour fermer n'existe plus.

² A Paris, suivant les calculs le nombre des colis reçus dans les arrondissements riches (7^e, 8^e, 9^e, 16^e) dépasse de 50% les arrondissements pauvres. cf D. VEILLON, *Vivre et survivre*, p. 176.

Les réactions sociétales sont obligatoires dans un tel chaudron.

<p>« <i>Bien manger, c'est collaborer</i> » (d'après le rapport au général de Gaulle d'après la situation au 20 avril 1943. Passy Brossolette)</p>		
<p>Le rapport cite une famille moyenne bourgeoise à Paris</p>		
pain	275 g par jour	voire 400 g en 1940
beurre	175 g par mois	voire 500 g en 1940
margarine	125 g par mois	
sucre	500 g par mois	voire 1kg en 1940
viande	10 g par jour	voire 140g en 1940
<p>D'où une nourriture en plat cuisiné industriellement ; exemple : purée de légumes avec deux émincés de pâté d'abats ou deux saucisses. Les prix sont tels qu'en 1943 pour 40 francs on a un hors d'œuvre et une soupe au lieu d'un bon repas pour quatre personnes.</p> <p>Bien manger est incompatible avec la vie de famille, il faut beaucoup collaborer.</p> <p>Et pour les pauvres, il faut hélas se contenter des rations allouées « <i>tous les petits vieux du quartier ont disparu, enlevés, nettoyés par les froids de chaque hiver</i> ».</p>		

<p>Pauvreté, malnutrition et conséquences physiologiques</p> <p>Le niveau de vie très bas, les carences marquent la population et surtout les jeunes. Il en résulte des marques chez les patients :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les dents des enfants sont presque toutes cariées.• Les jeunes filles de 16 à 18 ans ont un poids anormal.• Les enfants sont nerveux et instables.• Les carences en sucre, graisse, entraînent des troubles.<ul style="list-style-type: none">▪ Les figures sont vieilles, fatiguées, les mains abimées.▪ Le vieillissement de la population est notable : ses troubles sont notoires.

Les mauvais garçons de Paris

Jo ATTIA à 24 ans a quitté Paname en 1940. Délaissant ses boites favorites de la place Blanche et de Maubert Mutualité. Sa vie est folklorique. Il a été vacher, mousse, boxer, petite frappe aux Halles, aspirant champion à bicyclette et voleur... Il a été témoin dans son taudis familial de la mort de sa soeur et d'une autre personne atteintes de la tuberculose. Il sera un caïd de la pègre.

D'après Arthur Comte

Les ménagères manifestent

Le parti communiste a provoqué des remous auprès des Parisiennes en les poussant à montrer leur colère devant le ravitaillement si déficient ; la meneuse de la manifestation de la rue de Buci, Madeleine Mazzin est la première femme condamnée à mort pour ce motif. Les manifestantes sont entrées dans le magasin ECO situé au cœur de la rue et les produits ont été distribués à la volée aux ménagères et cela sans chanter la Marseillaise comme il était prévu.

Patriote résistant – décembre 1996

Chapitre II : Le drame des hommes

1940-1944 : quatre années de toutes les pauvretés

« Il y aura toujours des pauvres... » Les circonstances de 1940, l'occupation allemande, les souffrances quotidiennes endurées révèlent totalement et accentuent les clivages de la société. L'accentuation des difficultés provoque des attitudes absolument différentes, des choix de vie contraires lorsqu'on peut avoir voix à son avenir, il n'en est hélas pas question pour tous ceux qui rejoignent le monde des exclus et des parias.

La pauvreté peut prendre tous les visages.

1. Les jeunes : une population fragile et abusée

Aucun peuple n'a jamais consenti à disparaître « alors même qu'il était vaincu ». Vichy veut se tourner vers « sa » jeunesse et la former sans faire appel aux pères et en la séparant d'un monde où les aînés se sont complus. L'adolescent doit devenir un adulte précoce. Il faut donc de nouvelles organisations de jeunesse basées sur la famille, la patrie dans une atmosphère qui se veut chrétienne. L'entourage de Pétain sait que le renouveau dépend plus des enfants que des adultes et même adolescents. L'enfant peut aller en classe dans de beaux locaux, il retrouvera le soir la réalité de la rue. Il lui faut donc, selon Vichy, un vrai foyer, une famille. Vichy étudie les problèmes de l'enfance. Il décrète qu'il faut une jeunesse, saine, confiante et que la famille est à reconstruire.

L'Église catholique est d'accord avec les principes généraux évoqués, elle collabore dans l'ensemble avec le régime et pousse la jeunesse dans ce sens. Le mouvement des Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes prône la charité, la joie et la vaillance¹. Un million d'enfants est intéressé vers 1942. Leur emblème : la croix de saint Maurice, mort en martyr plutôt que de se renier. Le mouvement date de 1929 à partir d'un journal (8 décembre) et il grossira sans cesse. Les enfants des patronages sont les tremplins des troupes du mouvement.

Esprits perméables, les jeunes « *sont devenus des petits gars français qui vibrent quand on leur parle du Maréchal*². Certes, les intentions des Vaillants sont bonnes car ils veulent « *secours apporter à ceux qui souffrent...en apportant au groupe des vêtements réparés pour les familles pauvres* »...

Vichy se penche sur l'enfant des villes : « il est difficile d'exercer une influence sur lui dans un milieu trépidant. Cela fait de lui un être instable, il va trop au cinéma dont il abuse et il a une grande difficulté à fixer son attention sur quelque chose. De là il triche, se dispute. La famille d'un tel enfant a des réactions de révolte, de souffrance, de méfiance et sa situation est peut-être illégale ». Toutes ces réactions font de l'enfant un

¹ L. RAILLON, *Témoignage des enfants de notre temps*, 1942.

² Ibid, p. 26.

être qui doutera des croyances religieuses. Il a subi l'éducation des laïcs et des francs maçons. Il faut le faire revenir aux fondamentaux, d'où en 1941-1942 une campagne de loyauté, lancée par la JOC, reprise par les mouvements d'action catholique auprès des lycéens et étudiants ? L'Éducation nationale répand l'idée avec un message de Pétain lu dans toutes les classes même primaires. On ne veut pas que le « mensonge, le resquillage, le manque de volonté conduisent la France à la ruine »¹.

Pour Vichy le grand public tient l'enfant pour un être insignifiant voire à ignorer, il faut donc lui redonner une bonne direction mais celle-ci en réalité n'était pas la bonne. Peut-on citer la conclusion rapportée par Jean-Marie Domenach : « c'est le début de cette période où l'on verra les crétins de 18 ans se hisser sur les pavois des grands chefs et toute une procession d'enfants de chœur, de bannières, de chanoines, d'évêques (hélas !), se grouper derrière la fausse Jeanne d'Arc, cette fameuse Révolution nationale... la révolution des ratés »².

Les jeunes ont représenté un enjeu disputé âprement entre le gouvernement et les organisations qui rêvent de les nazifier, mais aussi l'Église qui s'oppose farouchement à une jeunesse unique, inféodée à un parti. Non à une jeunesse unifiée, oui à une jeunesse unie. Pour de multiples raisons et d'abord celle de la présence nazie, la politique de Vichy n'aboutit pas à créer cet homme nouveau « débarrassé des influences laïques socialisantes et maçonniques responsables de la défaite ». Vichy a voulu tant d'exclusions. Philippe Pétain s'adressait au peuple français mais sa vision, sa politique en mettaient de côté toute une partie. Les exclus deviennent par la force des choses des pauvres, des sans grade, voire du néant pour certains.

2. Qui peut aider à combattre la pauvreté ?

Les événements de la guerre provoquent une redistribution du destin de la population. Vichy exclut les Juifs et pourchasse les communistes, syndicalistes, francs-maçons et résistants gaullistes ou non. Il ne peut rien sur le sort des prisonniers de guerre mais livre les travailleurs à l'Allemagne (STO). L'attitude de Vichy pousse certains à la résistance tant à l'extérieur (France Libre) qu'à l'intérieur (Résistants). Ces opposants à Vichy acceptent volontairement une fin qui peut être celle d'un pauvre, d'un errant mais aussi celle d'une mort violente ou d'une déportation.

La dureté des conditions de vie provoque une myriade de choix de vie chez les pauvres car il faut bien vivre ou survivre dans cette société traumatisée.

a) Que peut apporter le gouvernement de Vichy ?

Lorsqu'on n'a plus rien, plus de travail, voire plus de logement, la pauvreté est là. Le chômage est au plus haut dans la France de l'automne de 1940 : autour de 900000. Vichy essaie d'y parer en traquant les travailleurs au noir, en contingentant la main d'œuvre étrangère, il demande aux femmes de rester au foyer si le mari gagne sa vie ; le travail hebdomadaire est inférieur à 45 heures. Le commissariat à la lutte contre le chômage se

¹ Même les carnets des élèves rappellent en 1943 : « ce carnet ne vise pas à te séduire par son élégance. Il est comme le pays pauvre. Il t'invite à un dur travail. Ce sera si tu le veux le carnet de la reconstruction française ».

² P. GIOLITTO, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, 1991, p. 547.

met au travail. Vichy en profite pour régler le compte de ceux qu'il considère comme ses ennemis par des lois d'exceptions qui révisent les naturalisations (juillet 1940) fragilisant ainsi des populations sur leur avenir¹ et permettant en septembre aux préfets d'arrêter les gens « dangereux » et en octobre Vichy sort le statut des Juifs. Les Allemands ne peuvent qu'applaudir car l'intérêt du Reich est à la fois le maintien de la France dans un état de faiblesse intérieure et de l'autre dans l'éloignement des puissances étrangères ennemies du Reich. Pauvre France, petite France, désunie et affaiblie².

L'Allemagne fait pression sur Vichy avec son atout des prisonniers de guerre. Même s'il y a une légère amélioration pour les gravement blessés ou malades et aux parents de quatre enfants qui sont libérés (50000). Les autres captifs peuvent envoyer un peu plus de courrier en France³.

b) Que peut apporter une municipalité ? L'exemple de Courbevoie

Durant la nuit de l'occupation, devant la décomposition de la société en juin 1940, la mairie prend des mesures concrètes, elle bénéficie de l'expérience acquise pour pallier les difficultés d'avant-guerre ; entre autres mesures, il est créé un centre d'accueil chauffé pour l'hiver, un restaurant municipal va servir un repas substantiel à bon marché⁴ à la population sans travail, un vestiaire où on engage des femmes diminuées de ressources. Tout est payé par la ville. La commune s'occupe aussi du sort des orphelins de guerre en les dotant d'un petit capital de 10000 francs. En 1942 les chômeurs sont encore nombreux (13000 pour la région parisienne) ; on cherche à leur fournir un petit travail.

La ville reste avec la faim ; quelquefois on distribue aux indigents des topinambours (février 1943) mais le problème reste lancinant jusqu'à la Libération.

Les délibérations du conseil municipal nous apprennent qu'il y a encore en 1944 1250 courbevoisiens prisonniers de guerre et l'on constate avec regret par les archives de la ville que tous ces prisonniers ne sont pas égaux devant la misère, certains ne recevant jamais de colis de la ville et d'autres, eux, en quantité assez significative pour des raisons mystérieuses.

c) « aide-toi, le ciel peut-il nous aider ? »

L'attitude et la réponse des pauvres parisiens

La première guerre mondiale et ses séquelles sont encore bien présentes dans l'esprit des soldats car pour certains la mobilisation de 1939 est la seconde de leur vie. Ils ne peuvent que songer à tous les invalides qui habitent la capitale « et si cela leur arrivait ? ».

L'écroulement de 1940, l'exode fait craquer tous les modes de vie ; la sous-alimentation, l'insomnie, la fatigue, la psychose de la criminalité provoquent la débâcle et emportent les cadres de la société. 1700000 soldats environ sont pris (200000 fuient) avec une « procession de captifs loqueteux, éclopés, épaves kaki et bleues ».

La population de Paris restante souffre de faim à l'entrée des Allemands. On voit les cuisines du vainqueur servir jusqu'à 20000 repas par jour à la mi-août dans les quartiers populaires de la capitale. Le pauvre doit-il dire merci à son « bienfaiteur » ? et l'honneur ? Il faut choisir.

¹ 2282 fonctionnaires révoqués de la nationalité.

² Voir R. ARON, *Histoire de Vichy*, p. 372. Churchill dit « si la France gît prostrée, c'est le crime de ce gouvernement de fantoches de Pétain ».

³ 2 lettres et 2 cartes postales par mois.

⁴ A 2,5francs

La présence de l'armée allemande et le désir des autorités d'avoir des « compagnes » pour les soldats entraîne une politique vis-à-vis des prostituées qui ne doivent pas être un danger médical d'où la préférence allemande pour les pensionnaires des maisons closes. Il reste près de 2400 péripatéticiennes à ce moment (la moitié d'avant le 10 mai) et qui doivent accepter pour la plupart, souhaiter pour quelques unes une collaboration horizontale qui relève leur niveau de vie.

Vichy veut s'attaquer à toutes ce que le régime considère être les « tares » qui pèsent sur la population. La jeunesse en short doit remplacer la jeunesse alanguie et débraillée, au langage vulgaire, assise au café pour le délice d'une journée creuse¹. On rêve de rassembler les jeunes chômeurs des milieux populaires et les réfugiés qui n'ont pas pu revenir chez eux à la suite du découpage du territoire par les autorités allemandes. Il faut les sauver, recueillir des garçons en difficulté pour les sortir de leur environnement brutal et dangereux que la défaite exacerbe. Les campagnes de France sont prêtes à cette mission. Mais est-ce possible ? Rêverie nationale ou révolution nationale ? Peut-on transformer le monde quand on pourchasse hideusement les pauvres ou les Juifs ? Vichy voudrait redonner une image musclée de la société au moment où la défaillance des combattants de mai-juin 1940 et celle des hommes diminués prisonniers d'Allemagne a éclaté aux yeux.

Près de 800000 femmes sont plongées dans la solitude après la capture du chef de famille et il leur faut vite en prendre la direction, gagner la nourriture. L'Etat ne peut guère subvenir à une allocation suffisante (à Paris une mère d'enfant touche 28,50 francs par jour soit la valeur de 500 gr de viande de bœuf ! les prix d'ailleurs augmentent vite). Des institutions comme le Secours National, les centres d'entraide et la maison du Prisonnier se partagent la même population² : il faut pour les femmes trouver quelque argent même de façon précaire (faire la queue, compter les points textiles) ou se réfugier, loger chez les parents. Près de 30000 femmes ne vivent que de cette allocation de misère.

Certaines femmes en attendant le retour du mari vont tâter de la prostitution. Les pauvres prisonniers craignent l'abandon et la trahison de leurs conjointes (évidemment des cas ont été signalés dans le sens contraire en Allemagne...) et la naissance d'enfants illégitimes.

La vie des femmes de prisonniers est difficile dans tous ses aspects : manque d'argent souvent, poids de l'opinion publique qui accepterait difficilement dans cette période de souffrance la présence de « mauvaises françaises » et les années passent : 1940, 1941 1942. Le moral est bas. Un employé de préfecture témoigne : « *les enfants laissés sans soin... et la prostitution dans tout le quartier de la gare de l'Est* ». L'adultère est justiciable de plainte. L'État surveille l'avortement³ mais on en peut empêcher les enfants hors mariage (6,3% de naissances en 1933, 9,4% en 1944 en général et fait plus important chez les femmes de prisonniers). Il semble que les avortements soient plus nombreux chez les ouvrières, les domestiques, les employées, en somme chez les plus humbles et c'est considéré comme un criminel passible de poursuites pour l'avorteuse et la parturiente ? Bref la police parisienne surveille particulièrement les femmes de prisonniers.

¹ On aura plus encore horreur des zazous ;

² Par des vestiaires, des cantines, des colonies de vacances. Le patriotisme, le syndicalisme et le catholicisme social sont la base de ces initiatives.

³ Il promulgue l'accouchement sous X pour les filles-mères.

Un fait étonne quand même : le baby boom qui marque l'époque des « 30 glorieuses » en économie débute bien avant la fin de la guerre. On constate, en 1943, une montée du taux de natalité (15,70/00 contre 14,50/00 auparavant) alors que le nombre de mariage fléchit. Pourquoi ? Une aide plus grande de l'Etat ? Certes, mais aussi la diminution du chômage. Compte-tenu de la présence en Allemagne des prisonniers, des réquisitionnés du STO, des déportés, ce sont les femmes qui assument. La vie est dure et on dépense son énergie à vouloir vivre et du mieux possible ou en aspirant au plus grand plaisir et d'abord amoureux. Le peuple des petits regarde des repus qui, eux, mangent à leur faim, même si c'est au prix de sacrifices financiers ou moraux. Aux pauvres restent les *rescos* (restaurants communautaires) avec le maigre repas qui ne nous donne pas un sentiment de puissance. Oser fêter un évènement est vraisemblablement le fruit d'une trahison, le propre des débauchés ou des accapareurs. Peut-on faire partie du « « *popolo grasso* » et être en même temps patriote, résistant ?

Un nouveau monde se dessine surtout pour les Parisiens les plus humbles : le froid, la peur des Allemands ou des bombardements, les coupures de lumière¹, les difficultés de se déplacer, tout fait naître un cadre de vie différent d'avant-guerre. Comment un peu oublier le temps présent ?

Aller au cinéma où l'on a un peu plus chaud en soirée, c'est un plus pour les quartiers de la Chapelle ou de la Goutte d'or. C'est un lieu de rêve à bon marché.

Le petit peuple féminin doit aussi compter avec les problèmes vestimentaires ; l'absence de textile fait conserver ses vieux vêtements que l'on va rapetasser comme on peut en s'inventant plus ou moins une mode à son échelle. Les chaussures ont des semelles en bois entièrement articulées et les jambes passées à la teinture d'iode pour les habiller soi-disant.

Les difficultés de la vie entraînent des réactions négatives pour un certain nombre de personnes modestes coupables de se tourner vers l'ennemi si proche. Y peuvent succomber les femmes en relation avec l'ennemi pour leur travail (administration, intendance, hôpitaux) ou leur commerce. Il est visible que les relations avec le vainqueur donnent des avantages ou des privilèges : des femmes vulnérables y succombent, pauvres filles à la précocité de situation, isolées qui cherchent un protecteur même parmi les Allemands (employées de maison, bonnes à tout faire, servantes de café : environ 200000 placées à Paris). Des enfants vont naître avec tous les problèmes résultant de cette collaboration (très souvent il y a un avortement) et la Libération connaît des scènes pénibles de punition de cette collaboration.

Vichy ne va pas s'attaquer aux causes morales et sociales de la prostitution, il lui paraît meilleur de contrôler le sanitaire en acceptant la présence des maisons closes. La volonté qu'avaient eue les autorités du Front Populaire de fermer les maisons de passe en 1936 est partie avec la chute de Léon Blum. Dorénavant l'amour vénal est un commerce que l'on taxe. Les autorités allemandes sont pour et les « filles perdues » de ce commerce provoquent la jalousie de pouvoir se chauffer au lieu de crever de froid comme les autres. Les maisons de passe sont donc des refuges pour les « inadaptées ». On va compter jusqu'à 8000 « tapineuses » tant la demande allemande est forte. Il est avancé que beaucoup de filles mineures (80000 à 100000 dans la Seine ?) font le métier

¹ Par exemple lorsque le métro s'arrête dans un empilement de personnes : Toutes les classes sociales se mêlent.

occasionnellement et les tentatives d'établir un fichier général des prostituées pour la zone occupée échouent pour de multiples raisons.

Une catégorie exposée par les événements est le monde des enfants. Dans les familles modestes, l'absence du père prisonnier, le possible travail de la mère peuvent laisser seul l'enfant livré alors à lui-même. On remarque déscolarisation et absentéisme. L'enfant vit alors dans la rue exposé à tout. Il est si tentant de se livrer au chapardage ou au vol, en somme de se débrouiller. Le nombre des mineurs arrêtés double. Il faut donc occuper les enfants et le gouvernement essaie de pallier par des études surveillées, des garderies pendant les vacances. L'Église catholique elle aussi offre ses patronages.

À la Libération, les foules n'oublient pas les coupables de la collaboration, eux qui se sont retranchés de la communauté de souffrance de la guerre, elles ne tolèrent pas la collaboration sentimentale ou intéressée, on y voit des mauvaises Françaises, voire mauvaises mères... La réalité est évidemment beaucoup plus complexe que cela.

Souffrance, pénurie : la guerre enfonce les plus faibles dans leur fragilité. Pour survivre, il a fallu mobiliser toutes les faibles ressources possibles. On décrit les paletots élimés, les omoplates saillantes, le teint livide des enfants de la guerre. Débrouillardise, système D ne suffisent pas toujours mais on s'en sort mais est-on toujours le même ?

D'autres catégories pendant cette période sont exclues et même peuvent aller jusqu'à l'absolu de l'horreur. La communauté juive l'a subi.

Riche demain ?

Le pillage économique allemand se traduit par les restrictions pour la population. C'est un appauvrissement de la nation. Les frais d'occupation sont dans la même lignée (400 millions de francs par jour). Les Allemands ont fixé la valeur du mark à 20 francs au lieu de 16 et lorsqu'ils passent commande aux usines parisiennes par exemple, c'est la France qui doit payer ! Par contre cela permet aux entreprises françaises de tourner, évitant ainsi du chômage aux ouvriers mais plaçant l'activité française sous dépendance allemande. Un seul avantage : le patronat français garde les ouvriers pour des jours meilleurs et qui conservent leur habileté au travail.

L'étranger, un pauvre ou une richesse ?

Souvent les étrangers doivent quitter leur pays pour des raisons telles qu'ils ne peuvent plus y vivre en sécurité ou y trouver du travail. Ces migrations de la misère sont les plus nombreuses. Les pays d'accueil tout en défendant leurs ressortissants ont le devoir de recevoir. La France parlait d'assimilation ou d'intégration entre les deux guerres.

L'Église catholique de France est favorable au droit de migration naturel. Le diocèse de Paris joue un rôle initiateur dans ce domaine en multipliant les « œuvres » (lieu de culte - journal avec des aumôniers parlant la langue des nouveaux. Le patronage est un moyen d'attirer les jeunes). Le journal *La Croix*, la CFTC trouvent même que cette immigration est une chance pour le pays, même si l'extrême droite grince des dents.

Beaucoup de Juifs ont un métier de travailleur à domicile ou dans de petites structures. Certains patrons ne sont pas pressés de voir leur main d'œuvre au courant des droits qu'ils pourraient revendiquer. Malgré tout travailler ensemble fait grandir des liens. Un désir d'appartenir à la nation française est favorisé par le passage à l'école pour les enfants, le service militaire, le syndicalisme et l'appartenance à un parti.

Le logement est un des problèmes de cette main d'œuvre mais le pouvoir politique ne s'y intéresse pas. La pénurie de logements est un fait et les taudis trop souvent une solution (problème des bidonvilles, des marchands de sommeil. Les meublés, les garnis ne se comptent plus (11% de la population de Paris en 1927-1928). On dort même dans des roulottes, des dortoirs...

Surpeuplement, promiscuité, inconfort et souvent lieux éloignés du travail !

Toutes ces situations favorisent un certain rejet de la population étrangère. Peut-t-on l'assimiler ? Une échelle d'intégration se dessine où Arabes, Grecs, Arméniens puis Polonais et espagnols sont moins favorisés que les Italiens, les Suisses et les Belges. Différents ou intégrés ? telle est la question. Si certains, tel Roger Roy se demande si la France veut être « *le dépotoir de l'Europe* » ? (1935), d'autres trouvent en ces communautés une richesse pour tous.

Chapitre III : Les Juifs et le néant.

Le régime de Vichy et l'occupation apportent toute une série de transformations dans la société française et parisienne en particulier. Les souffrances de la vie quotidienne n'épargnent pratiquement personne : beaucoup de gens basculent dans la pauvreté ; par haine raciale, la communauté juive va jusqu'au bout du néant, et en premier celle de Paris par son importance numérique.

1. Les Juifs de Paris

IL y a environ 300000 Juifs en septembre 1939 sur le territoire français. On compte environ 70000 nationalisés et 120000 étrangers et apatrides¹. Il faut ajouter les réfugiés du Nord, près de 40000 en 1940. La communauté n'est pas homogène. La région parisienne est la première en importance, certains proviennent de peuplement ancien, d'autres de vague d'immigration depuis la fin du XIXe siècle.

Le déferlement nazi débute le cauchemar des Juifs. *Mein Kampf* pouvait s'allier à un antisémitisme latent de certains.

L'extrême droite et ses flèches vénéneuses

- À propos de Léon Blum au pouvoir :

« Après la gloire, l'opprobre, à la place de la France, Israël, à la place de la race élue, la race maudite ; après Jeanne d'Arc, Judas. Blum tu es notre avilissement, je te hais »

Jean Charles Legrand – 3 avril 1938

- *« Nous ne souffrons pas d'une crise de chômage national, mais d'une crise d'invasion étrangère ».*

Pierre Amidieu du Clos, député, 18 décembre 1931

- Un autre député : *« Si les ouvriers étrangers quittaient la France, la question du chômage serait pour nous résolue »*

Louis Fourès, 13 novembre 1931

¹ G. CHOLVY, « Des Justes de France », *Historiens et Géographes*, n°414.

Les mesures antijuives de Vichy

- Vichy donne la possibilité de retirer la nationalité française (15154 retraits) et d'interdire certaines fonctions publiques.

- 3 octobre 1940 : premier statut juif que l'Église, favorable au maréchal Pétain, ne réproouve pas.

4 octobre : on peut interner les juifs étrangers.

- 2 juin 1941 : deuxième statut des juifs : les biens sont ayanisés. L'opinion catholique frémit.

12 décembre : arrestation de notables « juifs »

- 27 mars 1942 : départ du premier convoi juif de Compiègne.

7 juin 1942 : port de l'étoile obligatoire.

15-16 juillet : rafle du Vel d'Hiv : 25334 Parisiens à arrêter. 12884 le seront.

Les évêques et les cardinaux ne disent pratiquement rien sauf Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse suivi par d'autres. Monseigneur Suhard à Paris ne dit rien.

- La Franc-maçonnerie est aussi frappée.

1^{er} Juillet 1942

(document fourni au procès de Nuremberg)

« En vertu de l'ordre du Reichsfurher tous les Juifs domiciliés en France doivent être déportés aussitôt que possible. Aussi faudra-t-il, afin de poursuivre notre effet, exercer une pression appropriée sur le gouvernement français. De toute évidence on n'obtiendra pas de résultats concrets du jour au lendemain...Il a été prévu que les Juifs déportés seraient considérés comme apatrides. Leur situation économique serait réglée en ce sens.

Pour conclure il a été signalé que la cadence prévue auparavant, à savoir trois transports de 1000 Juifs par semaine, doit être augmentée considérablement pour libérer la France des Juifs au plus tôt... »

Cartographie de l'horreur

(d'après un article de Stéphane Dreyfus, *La Croix*, 3 octobre 2010)

Un centre historique des lieux où habitaient 6200 enfants juifs de Paris déportés entre juillet 1942 et août 1944 a été mis en ligne sur internet (sur les données de Serge Klarsfeld et l'idée de Jean-Luc Pinol, professeur d'histoire contemporaine. Les populations juives vivaient majoritairement dans les quartiers populaires du nord-est parisien. 23% vont être arrêtés dans les îlots insalubres de l'époque.

Le projet de cartographie devrait s'étendre à toute la France.

2. Une famille juive de Courbevoie

Nous ne référencerons pas l'histoire des Juifs pendant cette période mais nous l'évoquerons à travers celle d'une famille de Juifs de Courbevoie de condition modeste¹.

Un couple polonais d'origine, marié avec quatre enfants (deux garçons et deux filles) habite 12 rue Gaultier. Le mari est cordonnier artisan : il a 29 ans en 1939, sa femme 33 ; les enfants : 7, 6, 4 et 2 ans : eux sont de nationalité française. La naturalisation était indiquée sur une fiche de leur dossier.

La récapitulation des documents des centres d'internement ou les comptes-rendus des convois vers Auschwitz par les autorités allemandes permettent de reconstituer pratiquement le destin des S.

- Le père, Chaim, est arrêté seul le premier en 1942 à une date imprécise mais il est interné à Beaume la Rolande qu'il quitte le 28 juin pour Auschwitz. Il n'est pas tué en

¹ Leur dossier est au Mémorial du martyr juif inconnu à Paris. Par respect le nom n'est pas donné ici. Seule la 1^{ère} lettre S.

arrivant car on dit « considéré comme assez robuste » mais il meurt le 9 octobre, trois mois de déportation.

- La mère, Zlata, est arrêtée avec ses quatre enfants lors de l'opération « Vent printanier » de la rafle du Vel d'Hiv les 26 et 27 juillet. Envoyée à Pithiviers - Beaume la Rolande pratiquement immédiatement (son mari n'y est plus). Elle est avec ses enfants puis, seule, dès le 7 août, elle est déportée avec 1072 autres à Auschwitz. La mort l'y attend.
- Les deux filles, Hélène, 9 ans ½ à ce moment là et Huguette sont restées sans leur mère au camp de Beaume, elles sont expédiées avec leur frère à Drancy le 19 août pour partir immédiatement le 21 vers l'Allemagne ; elles voyagent dans le même wagon et la mort les attend à Auschwitz (convoi de 1000 personnes: 7 survivants).
- Jacques le frère de 7ans est expédié à Drancy par le même convoi du 21 mais tout seul (Wagon 13). Même destin à Auschwitz.
- Le petit dernier Albert (5 ans) reste seul à Drancy¹ est expédié le 31 (957 déportés : 17 survivants). Albert est gazé.

Le destin de cette famille de Courbevoie résume tragiquement celui d'une grande partie de la communauté pourchassée et menacée de mort. Les biens israélites sont confisqués, en principe réduisant à la pauvreté totale ceux qui ne sont même plus détenteurs de leur vie.

Menacés de mort, de pauvreté, les familles juives sont réduites à fuir, à se cacher et à dépendre de la bonne ou mauvaise volonté des autres car il y a eu peu de ménages mixtes et beaucoup de juifs immigrés ne sont guère intégrés dans la société française. C'est la définition de la pauvreté que de ne pas pouvoir s'en sortir sans une aide.

Comme pour tous les persécutés, il faut évoquer un instant les sentiments qui animent ces hommes et ces femmes : peur, angoisse, humiliation de l'étoile jaune².

Heureusement pour l'honneur des hommes, il y eut des sauveteurs des Juifs, des non-Juifs dont beaucoup sont restés anonymes. En 1953, la Knesset crée le Mémorial Yad Vashem consacré aux victimes. Plus tard, on recherche activement à identifier les Justes qui mirent leur vie en danger pour les sauver. On attribue le titre sur les critères, sur le risque, le désintéressement de l'acte et la conscience de la judaïté des victimes secourues³ : on compte plus de 500 Justes dans la Région Parisienne (313 à Paris et 194 dans la banlieue)⁴. On peut citer parmi eux les organisations de sauvetage sur Paris, telle « L'entraide temporaire », la section parisienne de la Woman International Zionist organisation, « ou bien avec le Père Devaux, supérieur de Notre-Dame de Sion (plusieurs centaines d'enfants sauvés). On peut citer aussi le réseau « La clairière » en lien avec la paroisse de l'Oratoire du Louvre.

¹ Le gestapiste Knochen dit que les français pourraient progresser dans le sentiment antijuif si on les intéressait à la spoliation. L'internement des 100000 Juifs habitant Paris donnerait à de nombreux français l'occasion de passer d'un niveau inférieur à la classe moyenne.

² Peut-on oublier que les enfants juifs ne pouvaient jouer dans les parcs et jardins publics de Paris ? que tout Juif circulait dans le dernier wagon de métro ou faisait ses courses à une heure spéciale ?

³ G. CHOLVY, « Des Justes en France », op. cit.

⁴ à la date de publication de l'article cité plus haut

La sociologie de ces Justes montre l'importance des catholiques mais aussi des protestants. Le monde populaire est loin d'être absent par exemple avec des femmes de ménage, des concierges à Paris. Il semble que des Justes avaient eu des liens antérieurs avec des Juifs, par exemple comme patrons ou camarades à l'école communale ou voisins dans son immeuble¹.

Cette initiative d'Israël de reconnaître les Justes a permis de sortir de l'oubli beaucoup d'actes accomplis dans l'ombre.

La guerre, la politique nazie, doublée par celle de Vichy ne voulaient même pas le rabaissement des Juifs mais leur disparition.

La Libération permet de relâcher l'étreinte sur la communauté juive parisienne restante mais pas l'angoisse du sort des déportés, de la famille dispersée ; enfin pouvait-on dire que l'opinion publique avait renoncé à tout antisémitisme ?

Les tziganes en France. Un sort à part 1919-1946
d'Emmanuel Filhol et Marie-Christine Hubert² :

Les « nomades » sont internés pendant l'occupation dans des conditions abominables : ils ne sont pas déportés ni exterminés et on en ignore la raison profonde.

Les Tsiganes français ne sont libérés de leurs camps d'internement qu'en 1946.

De culture différente, les tziganes n'en sont pas moins mobilisables.

¹ Exemple d'un habitant d'immeuble à Belleville. Par ailleurs à l'exposition « c'était des enfants » la ville de Paris a exposé le registre de l'école communale de la rue des Hospitaliers – St Gervais (4ème) : on lit « zone libre » ou « déporté » face aux noms des enfants manquants.

² Paris, Perrin, 2009.

Un prêtre ne veut pas se taire

V. Canet fut nommé vicaire à la Trinité (Paris 8^e) puis curé de Drancy au nord de Paris dans ce qu'on appelait « La Banlieue Rouge » où il tenait tête aux communistes un peu de la manière de Don Camillo. En 1935, il fut ensuite nommé curé de Saint Pierre du Gros Caillou, l'une des plus grosses paroisses de Paris où il mourût le 13 juillet 1960, à 81 ans...

Un dimanche de juillet 1942, dans son église, au moment de la Rafle du Vel d'Hiv, il est monté en chaire à la messe de 11H en disant à peu près ceci : « Mes frères, je veux m'élever aujourd'hui avec la plus grande vigueur, je veux protester avec la plus grande énergie contre le traitement épouvantable actuellement infligé à un grand nombre de personnes qui viennent d'être arrêtées par les autorités. Je ne vous en dirai pas plus et ne vous ferai pas de sermon aujourd'hui, nous allons tout de suite prier pour elles. » Et il est descendu de sa chaire et a repris sa messe. Il ne pouvait pas en dire plus sans prendre de gros risques, mais il ne pouvait pas non plus en dire moins. Tout le monde dans la famille s'inquiétait de son intervention, mais il n'a pas été dénoncé et ne fut donc pas inquiété. On peut penser qu'il était bien placé pour avoir des informations, d'une part il était resté en relation avec son ancienne paroisse de Drancy où se trouvait l'épouvantable camp de transit avant la déportation aux camps de la mort, et sa plus jeune sœur Jeanne (épouse Louise) savait sûrement des choses, car elle habitait à 150m du Vel d'Hiv ce lieu où l'on avait entassé plusieurs milliers de personnes dans des conditions d'hygiène inqualifiables. Il était sans doute, de plus, informé par l'archevêché, car il était très intime avec un des évêques coadjuteurs dont je ne me souviens plus le nom.

André Mielle

Chapitre IV : D'autres victimes

La déportation massive des Juifs pour le simple fait d'appartenir à un groupe les plongeait dans la clandestinité, l'errance, la pauvreté, la perte d'identité avec au bout la mort pour trop d'entre eux.

D'autres groupes doivent être examinés dans cette perspective :

- Le monde des prisonniers de guerre :
- Et des réquisitionnés du STO¹.

Certes, tous ne sont pas, même dans leur propre catégorie, arrivés à la même déchéance, mais, à de rares exceptions ils ont connu la perte de la liberté (captivité presque absolue pour les prisonniers de guerre, plus relative pour la deuxième vague de réquisitionnés du STO avec menace de représailles sur la famille restée en France en cas de défaillance. L'absence de liberté, la dépendance vis-à-vis des Allemands, les souffrances réelles font de la plupart des STO une catégorie de pauvres dans la deuxième guerre mondiale.

Retrouver son mari ?

Une affiche propose en avril 1943 aux femmes de prisonniers : « Vous pouvez LE rejoindre en Allemagne (souscription d'un contrat d'épouse de prisonnier de guerre) ».

Archives municipales de Courbevoie.

Solidaire du papa !

Un père prisonnier ou parti en Allemagne au titre du STO, c'est hélas fréquent. Le thème de la solidarité avec les absents est proposé aux enfants, à l'école et dans la presse. En 1943 une grande campagne « de la journée des absents » est développée, une occasion pour les scouts de montrer leur savoir et leur générosité (colis, livres, argent à envoyer en Allemagne).

À Paris quelques centaines d'enfants de prisonniers du stalag 5C sont invités à un goûter avec distribution de jouets.

d'après *Les enfants de la guerre* de Ragache

¹ P. ARNAUD, *Les STO. Histoire des Français requis en Allemagne nazie 1942-1945*, Paris, CNRS, 2014.

Menace sur l'homme ? Vichy, une époque glauque

Alexis Carrel (1873-1944), prix Nobel en 1912, chirurgien, sociologue, biologiste a publié *L'Homme, cet inconnu* en 1935 où il expose les dangers qui menacent la société et les solutions pour survivre. En 1941 il travaille pour Pétain à la fondation française et il développe ses idées sur l'eugénisme, la natalité, les différences individuelles, dans le contexte de Vichy.

1. Les prisonniers de guerre

L'ébranlement de 1940 est dur pour l'armée française. Près de deux millions de soldats sont vaincus, prisonniers et une petite partie peut s'échapper. Cinq longues années vont se passer. Le sort des prisonniers a varié suivant différents critères de lieux et d'évènements. On a un exemple de Courbevoie (Seine), d'un soldat envoyé dans un *stalag*, puis dans une mine se sel à l'Est de l'Europe, le travail le plus dur, pour ensuite avoir un emploi agricole dans une ferme.

Les prisonniers pouvaient croire que la guerre serait finie rapidement mais l'illusion n'a pas duré. On peut les considérer comme les victimes tombés dans la catégorie des pauvres : privés de liberté, en prise souvent à des conditions matérielles difficiles dans les stalags¹, ils doivent rester jusqu'à la paix. Vichy assume lui-même la protection des prisonniers français et son service diplomatique est dirigé par Georges Scapini, très actif, fondateur du Comité France-Allemagne en 1935. La Croix Rouge exerce un contrôle dans les camps...

Tous les groupes sociaux sont mêlés dans les camps et on y trouve la diversité de Paris.

Pendant les hostilités, il y a des libérations (environ un tiers pour des raisons multiples (des malades, des médecins, des soignants mais aussi des collaborateurs, de relève), certaines personnes peuvent s'évader (moins de 4%) mais gare à ceux qui sont repris.

C'est une vie monotone, triste, inquiétante qui se déroule. Que deviennent les membres de la famille loin en France? La femme risque-t-elle d'être infidèle ? Reconnaîtra-t-on celui qui revient au bout de 5/6 ans d'exil ? Les colis permettent un peu de tenir.

Les soldats à la différence des officiers sont contraints de travailler, main d'œuvre à bon marché pour tous types de travaux. Exemple pour un Courbevoisien à Berlin: retirer le chargement de wagons venus de France. En 1940 le contrôle des prisonniers est fait par la police Allemande et non plus par la Wehrmacht.

La propagande essaie de chanter les mérites du maréchal Pétain et brouille ainsi l'esprit des prisonniers. Il n'empêche que des résistances naîtront dans les camps.

a) La ville de Courbevoie

Elle nous donne des renseignements sur son attitude envers ses enfants prisonniers :

- La paroisse Saint Pierre-Saint Paul n'oublie pas ses soldats². On prie le chapelet pour le France dès le 7 juillet 1940 « avec une quête à tous les offices pour l'aide aux prisonniers de guerre français détenus dans les camps de la région parisienne (21 juillet), la prière est

¹ Les officiers sont dans les *oflags*. Il y a 29000 officiers en tout.

² D'après les livres d'annonces paroissiales lues le dimanche.

demandée tous les jours de la semaine du 8 septembre ; le 1^{er} novembre Noël rappelle aussi le souvenir de ces malheureux.

- 1941 n'oublie pas aussi les temps où l'on pouvait fêter le 14 juillet (après le souvenir donné au nouveau cimetière à 9h à nos soldats tombés au champ d'honneur, à 10h messe pour la France)... Le 10 octobre la messe est spécifiquement pour les prisonniers et leurs familles avec le 30 novembre une quête prévue par le cardinal Suhard en leur faveur.
- Le 4 janvier 1942, il y a une action de grâce pour les prisonniers libérés et une supplication pour le retour des captifs. Les prières pour la France sont recommandées et les quêtes aussi (août). Le 1^{er} novembre la messe est « pour tous les morts tombés sur les champs de bataille ». Deux jours de prières sont décidés par les évêques de France. En 1943 on retrouve les mêmes intentions religieuses. Le 16 mai le deuxième vicaire, ancien prisonnier, juste libéré, célèbre une messe pour ses amis au loin.
- Le leitmotiv de prières, messes et quêtes se poursuit en 1944.

Enfin la Libération vient et les prêtres peuvent ouvertement annoncer leurs sentiments. Le 11 novembre a lieu une messe solennelle pour les militaires et victimes de la guerre ; malgré tout, la Libération n'est pas encore la victoire. Le 18 janvier 1945, la messe est dite pour les absents : prisonniers, déportés, travailleurs. Le 25 mars, le curé demande si des paroissiens peuvent héberger des prisonniers libérés de passage. Le 26 août, un *Te Deum* rappelle la Libération de Paris et le souvenir de de Gaulle sur les Champs Elysées. Le 8 septembre, la messe est dite pour les morts de la Résistance et de la Libération ; c'est toute la patrie qui est réunie maintenant que les prisonniers sont rentrés.

Une autre époque commence.

La ville de Courbevoie garde dans ses archives la liste de ses concitoyens prisonniers. Elle a été constituée lorsqu'il a été décidé d'envoyer des colis par solidarité puis de recevoir les rapatriés.

En 1945, il y a encore 1094 soldats à rapatrier. Le tableau des colis que la mairie leur a adressés étonne par l'inégalité d'envoi : si certains semblent profiter d'un rythme régulier, quelques uns n'en ont pas reçu. La raison n'est pas indiquée dans les archives.

Le retour des prisonniers est parfois douloureux et la réinsertion n'est pas évidente.

2. Le STO

Le problème du STO a posé la question de son refus. Le réfractaire ne peut subsister sans le concours de sa famille, d'amis, de « complices ». Il faut d'abord subsister avant de songer à résister, à rejoindre un maquis.

Les requis du STO ont longtemps combattu pour être reconnus du titre de « déportés », cela n'a pas abouti. Si cela est juste, il n'empêche que pratiquement le requis par l'absence de liberté, l'obligation de s'exiler tombait dans la catégorie des humbles ou humiliés.

Les archives de Courbevoie ne renseignent pas sur le nombre de requis du STO alors que 600000 français ont pris le chemin de l'Allemagne. Le requis doit amener sa carte d'identité, d'alimentation et un certificat de travail éventuellement, la commission médicale sélectionnera.

Au début, le départ était volontaire (trois ouvriers pour un soldat libéré¹), puis un commissariat général pour le STO est créé en février 1943 ; Une nouvelle loi porte la réquisition de 16 à 60 ans pour les hommes et de 18 à 45 pour les femmes (2 février 1944). Si on a moins de 18 ans on est affecté sur un lieu de travail en France et pour les femmes de telle façon qu'elles puissent regagner le foyer chaque soir.

Les travailleurs de Courbevoie réclament le 15 février 1944 « *des livres, des jeux, des crayons de couleur, des pastels, des gravures, des affiches pour décorer leur chambre* ».

La famille du requis bénéficie de droits qu'elle garde jusqu'à la fin des hostilités ; si le STO tombe malade, il est rapatrié.

Les exilés du STO peuvent être considérés comme personnes relevant de la définition de Michel Mollat : l'absence de liberté ponctue leur choix de vie², la précarité de l'accueil, tout concorde pour les estimer comme gens à soutenir et tout d'abord sur le plan religieux. L'Église s'inquiète de leur vie spirituelle. Elle refuse d'abandonner des âmes. Certains chrétiens se font une obligation morale de témoigner de leur foi : « *Les chrétiens doivent être présents au sein des masses pour témoigner de la foi et de la charité parmi les travailleurs exposés au dénuement matériel et à la déchéance morale* ». Le nombre d'encadrants spirituels des ouvriers du STO augmente : de 26 prêtres en 1942 à 275 prêtres. Le cardinal Suhard fonde en 1944 la mission de Paris, communauté de prêtres formés pour agir en milieu populaire hors des paroisses en travaillant aussi bien dans les usines que sur les chantiers parisiens. Les prêtres prisonniers (on estime son nombre à 1/10 du clergé) avec les autres soldats prennent conscience des conditions de vie de leurs camarades et de la nécessité d'une immersion au sein du monde afin de renouer les liens avec l'Église institutionnelle.

Des prêtres et des engagés de la JOC et de la JEC acceptent cette mission³. Les autorités allemandes surveillent car elles ne veulent pas de cette Église souterraine qui nargue leur puissance en tentant de reconstruire les structures de l'Action Catholique.

L'abbé Rolhain (1900-1977) est l'homme de la situation. Prêtre en 1924, aumônier fédéral de la JOC depuis 1924, il a réussi le rassemblement de la JOC au Parc des Princes en 1937. Aumônier en 1940 il est fait prisonnier et s'évade. Il est l'aumônier général des prisonniers de guerre, avec tous les prêtres et séminaristes prisonniers en Allemagne (environ 6000), il s'active et parvient même à créer une aumônerie clandestine du STO. En 1944 il est aumônier général de l'armée française et des déportés. L'Église de France n'a pas abandonné les siens mais sa fidélité naturelle envers le maréchal Pétain a posé des cas de conscience à tous.

¹ Des soldats malades et des officiers rapatriés étaient hébergés dans la clinique privée de la Montagne. Un soldat de Courbevoie A. L., orphelin de la Première guerre mondiale, a été libéré car grand connaisseur de musique, il a été apprécié par un officier allemand mélomane lui aussi.

² Refuser c'est désobéir à la loi, devenir un rebelle. Une partie des opposants va rejoindre le maquis. La hiérarchie catholique est divisée sur l'attitude à avoir.

³ « L'homme et la conscience » p : 170 ;

A qui obéir ? à la dignité !

« Ce qui était difficile pour ces hommes n'était pas tant de faire leur devoir que de savoir où était leur devoir, quand et comment il conviendrait de le remplir... »

« Une armée sans fanfare, sans défilé, l'armée du peuple de France, l'armée de nous tous qui pouvez m'entendre ce soir, qui résistez chacun à votre manière, l'armée des otages, l'armée de ceux qui sabotent, l'armée de ceux qui se préparent au grand soulèvement, l'armée de ceux qui luttent contre la faim, l'armée des ouvriers qui, privés de cartes de pain, refusaient de passer en Allemagne. »

Général Giraud, 4 juin 1943 dans *Le Courrier de l'Air* du 11 juin 1943.

Chapitre V : « Les pauvres volontaires » de la patrie

L'état de pauvreté est une situation momentanée ou prolongée de faiblesse, d'absence de moyens et dont on en peut se relever qu'avec une aide. Qu'en est-il du monde des résistants ? Même si la difficulté est de donner une définition satisfaisante de ce qu'est « résister, on peut admettre que c'est un acte conscient, volontaire qui peut être réprimé sévèrement jusqu'à la peine de mort par les autorités allemandes. En somme on avait affaire à des pauvres volontaires puisqu'ils acceptaient volontairement le sacrifice de leur bien suprême, la vie. La mort mêlée à l'espérance est une attente qui commande le rapport au temps et renvoie en permanence à la conscience de leur choix ». (P. Laborie)¹, affirmation de la responsabilité totale de l'Homme dans son attitude totale ; on peut ajouter que « pour le soldat comme pour le chef, même danger, même responsabilité, même absolue liberté dans la discipline » (J.-P. Sartre). Il est sans doute difficile de distinguer entre les victimes du nazisme qui était riche ou pauvre, il reste une réalité qui est celle d'être allé jusqu'au bout pour leur idéal, entraînant avec eux dans leur sillage tous ceux qui furent solidaires et favorables à leur combat.

1. Une vie de paria

L'étude sociologique des acteurs de la Résistance insiste profondément sur son aspect urbain avec par-dessus toute une surreprésentation des couches moyennes et supérieures de la société ; notons quand même que les élites syndicales sont souvent communistes, d'origine ouvrière. On les retrouve par exemple dans les grèves, les manifestations de rue, l'hébergement et même le passage à la violence s'il le faut.

Ce qui marque tout d'abord pour les clandestins est la rupture totale avec la vie menée jusque là mais que de peur et d'angoisse à la pensée de la famille laissée².

La vie quotidienne est terre à terre, avec la peur et la faim comme compagnes privilégiées. Le clandestin change de nom, prend une fausse identité. Gare à lui s'il est grillé. Il lui faut se mettre à l'abri s'il le peut. Il est en contact avec des agents de liaison, souvent des jeunes filles ou garçons qui convoient les courriers. Il faut que chacun apprenne à être inaperçu dans sa tenue, être à l'heure avec une mémoire la plus fidèle possible pour détenir le moins de messages écrits possibles. Il faut être vigilant sans cesse, disposer de papiers d'identité convaincants, des cartes d'alimentation et d'argent pour vivre et souvent hélas c'est un manque. En somme une vie pleine de monotonie et avoir sans cesse à résoudre les mêmes problèmes de la vie quotidienne avec en prime la peur de l'inattendu qui vous condamne.

¹ cf *Dictionnaire historique de la Résistance*.

² Témoignage d'un résistant – déporté de Colombes (Seine) passé dans la clandestinité.

2. Une pauvre vie

La vie des résistants est pleine de danger, d'imprévu et la sécurité ne tient souvent qu'à une petite chose qui permet d'échapper à la police et à la *gestapo*.

Les policiers allemands, la gendarmerie française, les brigades spéciales, la milice pourchassent souvent les résistants et elles sont souvent efficaces. Il ne peut être ici question de relater l'histoire de la Résistance même parisienne.

Si Lyon est la ville qui donne l'impulsion, Jean Moulin prend acte du renouveau de Paris en donnant ordre à son secrétaire Cordier d'y aménager un secrétariat.

Nous retrouvons donc dans ce Paris résistant les figures définies : pour tous, la menace qui pèse sur leur vie et qui les transforme en un instant en proie pour la *gestapo* avec beaucoup de problèmes de subvenir aux dépenses lorsqu'on est clandestin¹. Daniel Cordier écrit dans « la République des catacombes » : « *Il fallait aux résistants de l'argent pour payer les frais de voyage, acheter du papier pour la presse et les imprimeurs, régler leurs frais d'expédition ou de distribution. De plus, ils ne pouvaient vivre et développer leurs structures qu'avec quelques personnes (secrétaires, agents de liaison, cadres techniques régionaux et nationaux)* ». Que serait devenu la Résistance sans ces obscurs, les sans-grades, qui se sont souvent en plus appauvris dans cette vie obscure ? Les diffuseurs de journaux et de tracts, les secrétaires, les agents de liaison, les saboteurs, les radios... mais également les « inactifs » qui prêtaient leurs chambres ou leurs maisons pour l'hébergement des clandestins ou leurs réunions, leurs boîtes aux lettres peut-être encore plus dangereuses pour leur sécurité... tous ces oubliés de la simple mémoire² !!

Nous disposons de témoignages de vies de résistants qui se déroulent sans sortir, à la fabrication des documents indispensables. Ce sont surtout les femmes qui accueillent les réunions, hébergeaient les clandestins, aidaient les familles de résistants arrêtés, cachaient les enfants notamment des Juifs. Ces femmes et ces hommes n'étaient sans doute pas des « pauvres » au début mais le devenaient dès que l'ennemi mettait la main sur eux. Marie-Claude Vaillant Couturier se souvient à la prison de la Santé d'une Polonaise, Marcelle, arrêtée avec son mari alors qu'ils étaient en train de faire fonctionner un émetteur clandestin. Cette femme a donné par la fenêtre de la prison la recette du gâteau de nouilles au fromage blanc pour calmer la faim des détenus. Elle fut exécutée en même temps que son mari³.

3. Dans les griffes des bourreaux

L'ennemi est partout et il est redoutable. Un ennemi à double visage, allemand d'abord, plus ou moins fanatisé, français ensuite depuis les suppôts de la collaboration ou fonctionnaires ne pensant qu'à suivre strictement la réglementation.

¹ Il y a eu la Résistance des riches et des pauvres (article : argent, dictionnaire de la Résistance). L'argent est jusqu'au bout le nerf de la Résistance.

² D. CORDIER, *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999, p. 25.

³ M.-L. COUDERT, *Elles et la Résistance*, Messidor Scanéditions, 1983, p. 23.

a) En prison

Malheur à qui tombait dans l'infernal circuit qui commençait par la prison devenue l'antichambre de la mort. Résistants et prisonniers politiques surpeuplent les prisons comme par exemple à Fresnes. Les autorités allemandes font subir des atrocités : interrogatoires, tortures sont le lot de pratiquement tous les détenus. Le règlement allemand des prisons s'applique le 22 septembre 1941 dans les cellules françaises. La liste des punitions est longue : interdiction de lecture, de promenade et aussi réduction des rations alimentaires. Les conditions de vie sont cauchemardesques : surpeuplement (cinq prisonniers par cellule), isolement, manque de nourriture mais pas de chaleur ou de froid ! Des travaux pénibles peuvent être réclamés des détenus.

Beaucoup de prisonniers passés par Fresnes ne sont jamais revenus, torturés à mort, fusillés voire guillotins.

Les conditions de vie à Fresnes

La cellule 91 avait des vitres obstruées en bleu, à gauche une paille, à droite une petite table accrochée au mur, un WC avec un robinet en dessus, une planche dans un coin... (sauf deux à trois promenades en six mois la prisonnière était dans sa cellule).

D'après Renée Haultecœur. Panorama Fresnes 1998

b) Vers les camps de la mort

Tout résistant n'est pas à l'origine un pauvre mais il le devient le jour où il perd sa liberté et débute dans un camp de concentration.

Depuis Compiègne, Drancy, les transferts se font dans des conditions épouvantables. Le pasteur Aimé Bonifas témoigne : « *on nous a fait monter dans des wagons à bestiaux où nous avons à peine la place de nous asseoir, imbriqués comme des sardines en boîte. Un peu de paille, l'inévitable tinette et les portes sont verrouillées ... Le voyage dure trois jours sans air, sans eau.* »¹

Aimé Bonifas se rend compte de la triste situation des êtres qui l'entourent : « Nous étions de pauvres hommes abrutis de misère, nos facultés intellectuelles étaient amoindries par les privations, notre mémoire faiblissait et il m'est presque arrivé de ne reconstituer qu'avec peine les paroles du Notre Père ». Le pasteur va même jusqu'à dire que ses compagnons se savent petits, souffrants, coupables, menacés mais qu'ils ont trouvé dans l'Évangile de nouvelles raisons de vivre.

Et pourtant le système concentrationnaire nazi est la réponse d'un régime totalitaire, ayant perdu le sens de l'homme, qui se charge de favoriser le développement d'une communauté d'élus supérieurs; les aryens dominent les autres peuples jugés « petits et pauvres ». Inégal, supérieur, dominant sont les maîtres mots ; démocratie, solidarité, fraternité sont bannies. Hitler déclare « *que les siècles de pleurnicherie sur la défense des pauvres et des humiliés, le moment est arrivé de nous décider à défendre les forts contre les inférieurs... et les exterminer.* » Les camps sont créés pour déshumaniser, humilier, avilir avant de tuer. Le détenu, destiné à mourir avant plus ou moins brève échéance est

¹ Détenu n°20801. Dans les bagnes nazis. 1985 p. 35.

du « matériel » pour le travail et son utilisation doit être « épuisante » : Et c'est le cas : la faim, la maladie, le froid, les mauvais coups, les punitions voire l'exécution ont raison de la faiblesse des hommes (quand ils ont échappé au tri à l'arrivée avec une exécution rapide). La démoralisation et l'avilissement guettent les plus faibles. La promiscuité est source de dégradation des hommes car tout se fait devant des dizaines d'yeux. On comprend l'effondrement des hommes, la plus légère punition cherche à impressionner et à terroriser et on peut faire confiance aux kapos pour faire le maximum.

Alors pour le déporté ? Subir puis mourir ou subir et résister ? C'est ce que firent ceux - peu nombreux - qui l'ont pu en obtenant le soutien moral et matériel d'autres¹ qui parfois, presque miraculeusement, apportent une aide comme un peu de nourriture (une bouchée de pain) , un vêtement, une place inespérée au revier (sorte d'infirmierie du camp). Qu'il est difficile humainement le choix de soutenir celui-ci et pas celui-là lorsque vous êtes vous-même tant diminué ; peut-on songer à se révolter ? La mort est presque certaine, les suicides sont nombreux ?

La révélation de la solidarité est un élément essentiel de l'histoire de la déportation. Des pauvres avaient pu parfois s'appuyer sur d'autres pour survivre ; cependant on atteignait là un tel degré de souffrance que le vocabulaire pour décrire le même phénomène dans le Paris occupé (« Vivre ou survivre ») semble inadéquat voire inopérant.

¹ Les groupes de détenus se forment dans l'ombre, avant tout par nationalité.

Portraits de femmes refusant la détresse

- Danièle Casanova a pour mission de s'adresser aux plus désemparées des femmes (épouses de prisonniers restées seules avec charge de famille et sans ressources) : il faut réclamer le retour des hommes, augmenter l'allocation militaire, avoir des tickets en plus pour les enfants et des colis pour les prisonniers. D'où des manifestations. Il en sortira les premiers comités populaires féminins ; en 1942 il y a des manifestations de rues, rue de Buci et rue Daguerre. On collecte argent, vivres, vêtements. L'union des femmes françaises naît. Danièle Casanova meurt en déportation ; elle a apporté son témoignage sur les morts des camps et les expériences médicales nazies.
- Eva Golgevit, juive polonaise, arrivée à Paris vers 1933, lors de la crise économique, est dans la misère, craint l'expulsion, démunie de papiers et de logement. Elle sait lire car elle a fréquenté dans sa jeunesse des écoles primaires financées par des organisations de bienfaisance. Elle milite pour les étrangers, elle trime à coudre des robes, elle vivote et essaie d'aider les femmes juives avec enfants, pauvres ; elle échappe à la rafle du Vel d'Hiv.
- Hélène Mabilie, d'origine juive d'Europe centrale, de famille pauvre, naît à Paris en novembre 1917. Elle va à l'école jusqu'à 15 ans, adhère en 1937 au PCF. Elle est arrêtée en janvier 1941 ; elle est dans le groupe qui se charge de la solidarité avec les familles des chômeurs, prisonniers ou déportés. Hélène est envoyée à la prison de la Roquette, et là des cours faits aux autres par des prisonniers montrent le souci d'en élever le niveau. Hélène Mabilie est déportée à Ravensbrück en mai 1944.
- Olga Bancic (10 mai 1912-10 mai 1944), immigrée juive, elle milite et s'engage dans les FTP-MOI avec Missak Manouchian. Elle est surnommée « Pierrette ». Olga se marie et a une petite fille. Elle participe à une centaine d'attaques contre l'armée allemande. Son groupe est arrêté en novembre 1943. Après le procès de l'« Affiche rouge », elle est expédiée en Allemagne pour être décapitée.

Des exemples typiques de femmes de condition humble mais dignes. Deux armes restent aux détenues : la compassion et la solidarité. « Vivre c'était combattre et survivre, notre ultime sabotage » (Geneviève Tillion).

c) Dans « *Le peuple de la nuit* » (André Malraux)

Il faut aborder ce qui mettait à égalité pauvres et moins pauvres, petit peuple ou membre de classe moyenne ou élevée, le risque de la mort. « *La Résistance fut une démocratie véritable, pour le soldat comme pour le chef, même danger, même responsabilité, même absolue liberté dans la discipline* ». (J.-P. Sartre, *Lettre françaises*, 1944)¹ avec pour tous un droit à la mort, devenu victoire même si elle se fait dans des conditions épouvantables.

Faisons une évocation rapide d'un groupe de Résistants, étrangers et de condition simple, sous l'autorité de Missak Manouchian (1908-1944).

¹ Cité dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, p. 957.

Arménien, très tôt orphelin, immigré, Manouchian est influencé par les idées communistes qui représentent un vecteur d'intégration dans la société française. La main d'œuvre étrangère (MOI) crée des propres groupes de lutte armée comme les FTP et mène une vraie guérilla contre les Allemands (92 attentats de janvier à juin 1943). Manouchian multiplie les attentats. Les polices française et allemande vont briser la résistance armée de la MOI. Avec ses compagnons, Manouchian est condamné à mort le 19 février 1944 et exécuté au Mont Valérien deux jours après. Les Allemands les feront passer sur l'affiche rouge comme des étrangers, et « même membres de l'armée du crime ! »

Evoquons le haut lieu de souffrance que fut le Mont Valérien. Durant la guerre, 1008 martyrs identifiés y furent fusillés ; amenés par les SS, ils sont pour la plupart enfermés dans la chapelle désaffectée où ils passent leur dernière nuit, puis conduits dans la clairière du Mont, lieu d'exécution. Les corps sont mis dans des cercueils, sans couvercle, transportés avec les condamnés lors du dernier voyage de la prison au Mont Valérien¹.

d) Les jusqu'au bout

Nous terminerons cette évocation des déportés dans les camps de la mort par une dernière catégorie. Les autorités allemandes tirèrent de certaines femmes un ultime sacrifice de travailler pour leurs maîtres dans des chantiers d'armement. Ces captives n'eurent plus qu'un dernier moyen de résister, en sabotant l'outil de travail par refus de la victoire allemande.

Deux exemples à décrire : celui des déportées de Buchenwald et celui de Simone Levy, une des six femmes Compagnons de la Libération.

- Les oubliées de Buchenwald² :

Près des camps de concentration, des entreprises travaillant pour l'industrie de guerre furent créées ; il fallait de la main d'œuvre et près de 30000 femmes dépendirent du camp de Buchenwald (dont 1203 Françaises). Les conditions d'existence ne sont guère modifiées (travail forcé – faim et froid – appels interminables...). Une vie de déportée est « rentable » rarement plus de neuf mois. Le travail est obligatoire dans une « guerre totale ».

Un exemple : Lise London née Ricol, de parents espagnols émigrés de la misère. Communiste elle milite puis, après une période à l'étranger, rentre à Paris pour son premier enfant. Engagée dans la Résistance, membre de la direction des femmes patriotes d'Ile de France, elle manifeste à Paris (1942). Arrêtée elle échappe à l'exécution car elle attend un deuxième enfant (1943). Elle est déportée à Ravensbrück en 1944, elle est envoyée dans un Kommando où elle est responsable de chambrée dans le block des Françaises, elle insuffle à ses camarades la volonté de survivre et de résister. Elle s'évade en avril 1945 lors de la marche d'évacuation du camp. Résister, dire non, tel fut le combat de sa vie.

¹ Les faits sont connus pour l'essentiel par l'aumônier allemand Franz Stock dont le comportement envers les condamnés fut admirable. cf : J.-L GOGLIN, *Souffrance et liberté, Une géographie parisienne des années noires. 1940-1944*, Paris, Association Paris-Musées, 2004.

² Les femmes oubliées de Buchenwald, Paris, Association Paris Musées, 2005.

- Un autre exemple, celui de Simone Michel-Levy. Née en 1906 dans une famille modeste originaire du Jura, elle construit dans l'adversité ses repères d'adulte ; elle se met au travail à 16 ans et demi dans les PTT. A 24 ans, elle est nommée à Paris où elle monte en grade. Refusant l'armistice, elle fait de nombreux actes de résistance depuis l'édition de tracts antiallemands à la fabrication de fausses cartes professionnelles. Co-fondatrice du réseau « Action PTT » elle travaille avec la confrérie Notre-Dame du colonel Rémy et multiplie les missions pour d'autres réseaux. Simone est appelée « Emma » dans la clandestinité et son action est efficace. Elle est trahie par le chef opérateur-radio de Notre-Dame, arrêtée (5 novembre 1943), torturée sans avoir parlé, déportée.

Simone est expédiée à Ravensbrück où elle montre ses qualités envers ses camarades. Elle est sélectionnée avec 122 autres camarades pour travailler dans un Kommando, dans les Sudètes à la fabrication de munitions antiaériennes ? Avec une camarade, Jeannette l'Herminier, elle rivalise d'ingéniosité pour saboter les engins de mort. Elle est découverte en octobre 1944, convaincue de sabotage, bastonnée par les autorités locales. Elle reprend le travail et lorsqu'arrive la décision de Berlin sur son sort, sans procès ni jugement, elle est pendue à un crochet, nue, les mains attachées dans le dos avec du fil de fer (13 avril 1945). Courageuse, obstinée, fidèle, Simone dite « Françoise la Comtoise » est à titre posthume Compagnon de la Libération¹. Simone, une provinciale montée à Paris, une femme qui a donné sa noblesse au peuple et sa vie, son seul bien qui vaille, à la France.

Conclusion :

De 1940-1944, la pauvreté a beaucoup augmenté en Région Parisienne. Paris manque d'approvisionnement. Les restrictions asphyxient la capitale et rendent plus nerveuses les réactions des habitants à surveiller attentivement par les préfets de la Seine et de police.

La violence politique allemande, appuyée par celle de la police de Vichy envers les Juifs, augmente les occasions des habitants de Paris de manifester leur solidarité comme ils peuvent : le Juif persécuté est devenu presque toujours un pauvre, un paria qu'il faut aider quand c'est possible même au prix d'un danger. La vigilance est réclamée par certains : « *Il faut un réveil des consciences et ne pas perdre son âme.* » (Témoignage Chrétien).

Les catégories de « pauvres » se multiplient donc pendant ces quatre ans de guerre.

- Personnes âgées qui ne peuvent payer les objets au prix de l'inflation, faute de protection sociale. Vieillards dont les enfants sont prisonniers en Allemagne et qui n'ont pas de soutien familial et finalement les « petits vieux » des hospices oubliés de l'histoire.
- Adultes sans travail car l'économie ne marche plus comme avant en 1939 et leur entreprise parfois dissoute ; mères de famille nombreuse au mari tué ou prisonnier ou éventuellement au STO.
- Jeunes qui souffrent du froid et de la faim, dont les carences impriment leur corps.

Si l'on complète ce tableau avec les difficultés qui s'ajoutent brusquement à la vie quotidienne lorsque tout un quartier est bombardé par les Alliés pour raison importante de guerre, des familles n'ont plus rien comme à Courbevoie (15 septembre et 31 décembre 1943) : plus de logement d'affaires et parfois la famille est décimée.

¹ G. KRIVOPISKO, C. LEVISSE-TOUZÉ, V. TROUPLIN, *Dans l'honneur et par la victoire, les femmes Compagnons de la Libération*, Paris, Tallandier, 2008.

Toutes ces catégories sociales ont un point commun, elles sont dans un état de pauvreté involontaire, imposée par le déroulement des faits.

Les persécutés des camps d'extermination sont évidemment des pauvres involontaires mais qui sont destinés à tout perdre, corps et biens. La mort des Juifs est le stade ultime de cet enfer.

Une autre catégorie de pauvre se dessine, celle qui peut aller jusqu'à la perte de la vie. Ce sont les Résistants où paradoxalement tous sont au même point d'égalité devant la mort. Derrière ces pauvres volontaires se dessinent souvent des différences : certains gardent leur vie officielle et familiale, tout en œuvrant secrètement à la cause de la liberté, d'autres plongent tout à fait dans la vie anonyme avec tous les risques évoqués. Ils ne peuvent vivre qu'avec une aide régulière et secrète, en prenant une nouvelle identité¹ et pour combien de temps ?

La génération des premiers résistants a été lourdement éprouvé et beaucoup ont payé de leur vie.

1944: La libération se profile, une nouvelle époque aussi.

¹ Nous n'envisageons ici que la résistance intérieure. La région parisienne a fourni assez peu de Français Libres au général de Gaulle. Ces soldats exilés, sont souvent jeunes et cultivés, de milieu aisé d'après les études récentes.

III. Un monde qui ressurgit

Des temps qui s'éclairent

août 1944-janvier 1946

Chapitre I : les espoirs des Parisiens

Les années ont passé et Paris subit toujours la botte allemande. Les temps sont de plus en plus difficiles et les restrictions criantes et dramatiques.

La ration alimentaire moyenne en France tombe environ à 1000 calories par personne et par jour, mesure qui permet de définir un état de famine¹ ; le peuple parisien espère et peine, il n'est pas encore abattu et veut sa liberté même s'il doit souffrir. Le 6 juin 1944 la liberté se profile avec le débarquement allié. L'espoir est là.

Le contraste est immense avec la situation de Paris en cet été 1944, un Paris misérable avec des rations à des taux de famine, les habits sont élimés, les foyers sans gaz, les lampes éteintes, les boutiques vides, des usines arrêtées, des gares sans voyageurs... Tel est le visage de la capitale lorsque de Gaulle y arrive en août 1944.

Que les pauvres souffrent ! La Résistance fait ce qu'elle peut pour montrer la solidarité ; un service social a été créé sur la suggestion de B. Albrecht pour les détenus et leur famille ; des assistantes sociales essaient d'adoucir les manques. L'unification de la Résistance (d'abord par les mouvements unis de la Résistance puis par le CNR) rapproche tous les services d'entraide en un comité des œuvres sociales de résistance (COSOR) créé officiellement en février 1944 par le délégué du Général, Alexandre Parodi. Le Père Chaillet en est la cheville ouvrière avec l'aide de Marcelle Bidault² et de Marie-Hélène Lefauchaux.

Un espoir est né le 15 mars 1944 avec le programme d'action adopté à l'unanimité par le CNR et il ouvre des perspectives nouvelles, totales à tous et surtout au petit peuple.

- Un plan d'action immédiate des organisations des forces patriotiques pour assurer le succès de la Libération.
- Unis dans les buts et les moyens les membres du conseil veulent rétablir la France dans sa grandeur ; il faut punir les traîtres, confisquer les biens, établir la démocratie et la liberté, toutes les libertés, mais aussi réformer avec de grands changements économiques (suivre un plan, disposer de grands moyens de production, permettre aux ouvriers qualifiés de participer à la direction de l'économie). Ce sont les droits sociaux qui sont les plus affirmés, les voir devenir une réalité serait une avancée sociale formidable. : droit au travail, réajustement des salaires pour assurer une vie pleinement humaine, liberté syndicale, plan complet de sécurité sociale, retraite pour finir dignement ses jours.

C'est l'espoir de fonder une République nouvelle balayant Vichy. Il faut en finir avec l'esprit de médiocrité et les puissances d'argent, avec un état social où la classe dirigeante a trahi tous ses devoirs et a manqué à la fois d'intelligence et de cœur. « *Nous voulons réaliser une vraie démocratie populaire* » (A. Camus-21 août 1944).

Le soulèvement de Paris doit contribuer à la défaite de l'envahisseur, à montrer le retour au pays dans la guerre mais le général de Gaulle veut contrôler les événements ; or Paris

¹ J.-P. COINTET, op. cit., p. 47.

² En épousant peu après le président du CNR

n'est pas un objectif prioritaire pour les Alliés (ne serait-ce que le ravitaillement de l'agglomération) et Eisenhower veut contourner la capitale. La situation des résistants de Rol-Tanguy est difficile, aussi demande-t-on l'intervention alliée. L'opiniâtreté du général Leclerc, l'intervention du général de Gaulle décident Eisenhower à lancer la 2^e DB et la 4^e division US vers la capitale (22 août)¹.

Le 25 le général Leclerc reçoit la capitulation du général allemand Von Choltitz. La ville lumière retrouve sa liberté. Le 26, le peuple de Paris acclame l'homme du 18 juin dans sa remontée des Champs-Élysées. La victoire s'invite, le petit peuple va-t-il enfin en profiter ?

¹ cf : Paris insurgé, Paris libéré. Paris Musée - 2004

Chapitre II : La victoire s'invite (août 1944-8 mai 1945)

Paris est définitivement libéré le 25 août ; les Allemands bombardent Paris et font de nombreux morts mais ils ne peuvent revenir car la 2^{ème} DB les combat victorieusement au Bourget.

Le tableau de la société parisienne est sombre.

1. Le bilan

Etre libéré ne veut pas dire disposer de tout ! De Gaulle le fait voir lorsqu'il entend déjà s'élever « *les plaintes des masses, les revendications des groupes, la surenchère des démagogues... La règle de fer des Etats est de ne donner rien pour rien...* » et c'est à Paris et aux Français de faire les sacrifices pour un premier redressement.

- Tout d'abord une réalité s'impose : ce qu'avant on espérait faire (en rêvant de jours meilleurs), maintenant il faut le faire. Pour tout Français, 1940 a été une catastrophe qui fait dire que pour préparer l'avenir, il ne faudra jamais revenir au passé. Vichy avait échoué dans ses projets de régénérer à sa façon les jeunes de France, brutalisés par la guerre et la défaite, réveillés et menaçant d'être de nouvelles classes dangereuses.
- La situation reste la même pour les personnes en attente de nouvelles des leurs en Allemagne ; la situation est même aggravée par la ligne de front. Le problème des relations des femmes françaises avec les Allemands est posé et les naissances illégitimes ont augmenté nettement (6,3% des naissances en 1939, 9,4% en 1944) : la géographie parisienne des arrondissements indique que le XIVe est plus significatif que le XVIIIe (34% contre 24%) ; le nombre des mariages est en baisse : 274000 en 1938 contre 205000 en 1944. La fureur de vivre et l'exigence du bonheur n'ont jamais été aussi inscrits au fond du cœur des femmes des milieux populaires qui rêvent aussi de mieux manger ! Il semble à tout le monde que l'espace libéré s'est agrandi ; le couvre-feu n'interrompt plus la longueur de la nuit, la peur s'éloigne et l'on peut aller plus loin dans Paris et sa banlieue sans être contrôlé. Par contre est terminée la communauté de la peur qui blessait toutes les classes sociales entassées dans les stations de métro pendant les bombardements¹.

L'heure de rendre des comptes est arrivée pour certains, les « traîtres de la collaboration horizontale » et en général les femmes du peuple², évidemment vulnérables, pauvres filles à la situation précaire. Pour les résistants, les femmes qui sont tondues sont des vendues à l'ennemi, « les femmes de mauvaise vie » ou les prostituées et les mineures ne

¹ Comme à la station St Lazare. Souvenir d'un Parisien.

² Même s'il y a des exemples célèbres comme Arletty, actrice célèbre qui elle aussi s'engage avec les Allemands.

manquent pas¹. Toutes les femmes n'ont pas voulu communier à la souffrance des français.

Les enfants de cette guerre sont à une croisée des chemins : sortir de la pauvreté, du désœuvrement, revoir un père prisonnier en Allemagne, qu'on ne connaît plus, une déscolarisation fréquente, en somme une enfance vulnérable.

Les tontes ont lieu dès les jours de la Libération, leur nombre dépasse sans doute celui des vraies collaboratrices. Les structures politiques de l'Etat que de Gaulle met en place demandent l'arrêt de cette justice primaire mais c'est déjà souvent fait².

La guerre n'est pas finie, la présence américaine le rappelle, le commandement a besoin d'un approvisionnement régulier en équipement ; parfois, curieusement, les Parisiens ont l'impression qu'un occupant en a chassé un autre, mais cette fois pour la bonne cause.

Les enfants de la guerre vivent des heures difficiles, certes les choses ont changé, les héros en premier, la propagande en faveur du maréchal Pétain est finie, le vieux patriarche qui protégeait de la tempête est balayé. Le général de Gaulle devient le nouveau héros de l'imagerie d'Epinal.

Les enfants ont été ballotés par les événements et on en voit les dégâts ; un exemple : en 1939 dans le Vème arrondissement, 368 garçons se présentent au certificat d'études : 240 sont reçus. En 1944 il y en a 85 pour 245 présentés. Le niveau scolaire s'est effondré³. La discipline s'est souvent relâchée et les épreuves psychologiques réelles. Les jeunes des milieux populaires ont vu l'écart se développer avec les plus aisés. Il faut du temps, de l'argent pour améliorer l'alimentation, le logement, les locaux scolaires et la France qui se libère a d'autres efforts à poursuivre en ces jours de l'hiver 1944-printemps 1945. Le ravitaillement est encore plus difficile. Le manque de lait infléchit la mortalité infantile.

- 70 0/00 entre 1936 et 1939
- 91,4 0/00 en 1940
- 75 0/00 en 1941
- 82,3 0/00 en 1944
- 113 0/00 en 1945

Le taux de gale à l'hôpital St Louis passe de 65000 cas en 1941 à 150000 en 1945.

2. La situation française est très difficile

Les problèmes posés à Paris sont redoutables.

Les destructions en France sont importantes : 72 départements ont été touchés ; il ne reste plus aucun pont en aval de Paris ; les communications ferroviaires, fluviales, portuaires , sont paralysées et le matériel roulant a disparu en grande partie. Les transports destinés aux troupes sont totalement prioritaires sur les besoins des populations ; les prélèvements innombrables faits par les Allemands sur l'ensemble des ressources, les stocks, les matières premières rares, l'usure des machines entraînent un appauvrissement considérable des moyens de production. L'aisance matérielle est encore lointaine et de grands efforts de travail et d'organisation de discipline sont nécessaires mais le pays

¹ Il y aurait entre 80000 et 100000 prostituées occasionnelles à Paris et sa couronne.

² On évoque que les hommes ont voulu par ces scènes affirmer leur virilité fortement mise en cause par la défaite de 1940.

³ M. RABACHE, *Les enfants de la guerre*.

devenu pauvre appelle à l'effort. En médiocre forme, la plupart des Français adoptent en 1944 l'idéologie de la Résistance.

L'esprit de la Résistance est de promouvoir « *une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financière de la direction de l'économie et le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques... un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence.... avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État* »¹.

Pour le petit peuple, il y a là un espoir, une volonté de renouveau, en somme une démocratie d'inspiration sociale. L'État peut seul supporter les charges écrasantes nées de la guerre, et il faut maintenant une répartition juste du revenu national en soutenant les familles, en protégeant les personnes âgées.

Dans cette atmosphère de guerre, de pression, de désordre, le Gouvernement provisoire du général de Gaulle prend les options principales sur les nationalisations, la création de la Sécurité Sociale, ce sera le fait des « ordonnances » du GPRF et ces décisions prises d'autorité surmontent bien des palabres car il n'est pas question d'élection tant que le retour des prisonniers de guerre, des STO, des déportés n'a pas lieu. Le 8 mai 1945 l'Allemagne capitule sans conditions. La France est-elle prête à soulager ses pauvres au rendez-vous du changement ?

Encore Vichy

« Une centaine de mesures de progrès sont encore en vigueur à ce jour. Ainsi la carte d'identité, le code de la route, le salaire minimum, le comité d'entreprise, le ticket repas, la « retraite des vieux », l'accouchement sous X... la médecine du travail, le carnet de vaccination, la protection maternelle et infantile ».

P.Y. Le Priol – La Croix 18/10/12

L'UFCV œuvre parisienne née en 1907, grande association catholique vouée aux vacances collectives, vit du bénévolat et des dons, proposant des activités manuelles, jeux, ballades, installée dans des locaux de fortune avec des personnels bénévoles (du directeur aux « monos »). Après la guerre les familles demandent que l'UFCV s'adapte bien, non sans difficultés financières. Longtemps il y a présence de prêtres à tous les échelons. L'Eglise nomme les moniteurs qui sont des « chefs ». Vichy a séduit. De nombreux laïcs voient cette déconfessionnalisation qui se prépare comme une bonne chose.

¹ Programme du CNR

Chapitre III : Quand resurgit le soleil de la grandeur

(mai 1945-janvier 1946)

De la Libération à la capitulation sans conditions de l'Allemagne le 8 mai 1945, le gouvernement provisoire de la République française poursuit sa lutte avec une priorité absolue à la participation à la victoire. Et la France en recueille le fruit par son retour chez les Alliés. Ne voit-on pas le maréchal Keitel sursauter lorsqu'on signe à Reims¹, il voit aussi la présence du général de Lattre parmi les représentants de la Russie, des Etats-Unis et du Royaume Uni : « *Quoi, les Français aussi ?!* ».

1. Les bonnes nouvelles enfin ?

Les avantages de la victoire permettent à la France de retrouver son rang parmi les grandes nations mais elle sait que les réponses aux difficultés ne peuvent attendre ; auréole pour la France : sa participation à l'occupation de l'Allemagne en ayant sa propre zone, son siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, mais il y a aussi les nuages qui obscurcissent ce soleil : les mouvements perceptibles dans l'Empire français : les événements de Sétif en Algérie le jour même de la victoire, l'Indochine qui manifeste...

La réalité économique replace le gouvernement entre ses rêves et le quotidien : que va-t-on pouvoir décider pour ce monde des pauvres qui a tant souffert, particulièrement à Paris.

¹ Le journal de l'Union écrit le 8 mai 1945 : « *L'Allemagne tombe à genoux et vient dans la cité où au cours de la Grande Guerre, elle porta le fer et la destruction* ».

Quelques détails de l'affaiblissement...

- Humainement : 1450000 pertes
100% de mortalité infantile dans les milieux populaires (1945)
Filles : 7kg et 11cm déficit de poids et de taille (1935 année de comparaison)
Garçons : 9kg et 7cm
- Socialement :
Coût de la vie : 300 (150 en 1938)
Salaires : 210
Calories disponibles par adulte et par jour
Septembre 1944 : 1200
Mai 1945 : 1500

cf : J.P. Rioux

Avant de faire politiquement quoique ce soit, le GPRF veut attendre le retour des prisonniers et déportés pour donner la parole au peuple mais on sait que pour la première fois les femmes participent au scrutin, sans distinction de richesse ou de pauvreté¹.

2. Le retour tant attendu

a) La libération des camps nazis

Elle révèle l'horreur des massacres hitlériens

Quelques exemples peuvent nous apporter des témoignages sur le retour des survivants. L'un dit : « j'étais un numéro et reprends mon nom : la dépossession de soi est déjà un attribut de la pauvreté totale, la déshumanisation. Nous pouvons suivre Pierre Saint Macary dans son récit quand il évoque sa libération d'Ebensee, dans un *kommando* de Mauthausen le 6 mai 1945. Trois moments le marquent : d'abord la fin de l'esclavage lorsque ses gardes, les SS, renoncent à leur pouvoir absolu en demandant l'avis de leurs détenus, un choix à formuler dont celui de rester au camp à attendre la suite des événements. « *La réponse fut unanime : on reste ! c'était la première décision d'hommes libres, vivre ou mourir au grand jour* » selon le choix de chacun (3 mai 1945). Puis c'est l'ouverture des portes du camp (6 mai) mais le contraste est saisissant pour ces hommes à la faiblesse physique de n'avoir rien à manger. Le désordre est immense dans le camp ; il ne reste plus qu'à vivre ne serait-ce qu'avec un peu de ravitaillement venu des Américains. La distribution de soupe tourne au cauchemar, dans la bousculade. Personne n'est servi et le camion repart. Il faut donc une organisation, en somme recréer une société en regroupant les hommes de façon contrôlable, c'est-à-dire retrouver là une identité qui ne soit plus un matricule. Il faut un pouvoir exécutif avec une petite police

¹ On verra des magazines féminins faire des articles de pratique civique à cette occasion.

(tout en oubliant pas que la puissance américaine n'est pas loin) »¹. Un monde civilisé se remet à vivre avec toutes ses fonctions.

Un autre témoignage nous parle de détenus dans un état de faiblesse extrême² qui ne peut rentrer en France en camion, mais par avion dès que ce sera possible et qui voit deux Américains de son âge (22 ans) et qui réalise qu'en dehors de la langue, il en est séparé par une barrière insurmontable : « *Entre nous, il y a le crime nazi, l'abrutissement par la faim et la soif, l'humiliation, le tas de cadavres qui banalise la mort* ». Il n'est pas libéré de l'horreur particulière, voulue, organisée qui hante sa conscience.

Pour tous, la seule obsession est le retour avec une joie mêlée d'angoisse. « Combien lorsqu'ils sonneront à la porte auront une réponse ? ».

Le retour peut être dans un convoi de camions militaires debout sur un plateau arrière, brinqueballé, puis par trains parfois de marchandises ou de voyageurs : « Paris enfin, la gare de l'Est, l'hôtel Lutetia, un grand salon... la sécurité militaire et ses questions... puis le médecin pour un examen sommaire, une chambre puis pour revenir le métro », il habitait Paris.

Pauvre absolu, il ne reste plus à chacun qu'à retrouver si c'est possible son identité et son rang.

b) Les prisonniers de guerre et les STO.

Courbevoie attend le retour de son millier de prisonniers, retour espéré et redouté. Les victimes de la guerre n'ont pas été oubliées – à la paroisse Saint Pierre Saint Paul où une messe avait été célébrée le 28 janvier et le 29 avril 1945 pour les absents ; le 25 mars il est demandé aux paroissiens qui le peuvent d'héberger des prisonniers libérés de passage.

Au nom de la mairie, les soldats libérés sont reçus par des volontaires, ils reçoivent un petit pécule et si besoin est des habits (ils avaient parfois reçu à Paris un ticket de métro pour rentrer chez eux !).

Evidemment, les finances de la ville sont basses et l'aide apportée ne peut être que modeste. Le libéré retrouve (ou non) sa famille, ses enfants qu'il ne connaît plus (cinq ans d'absence et plus) et il doit retrouver une situation ; il faut se rappeler que la grande période de prospérité dite « les grandes glorieuses » ne débute vraiment que dans les années 1950. Certes, il y a tant à faire, la réadaptation psychologique à la normalité incertaine, les problèmes d'entente familiale à réinventer.

Tous ces rapatriés décrits parfois comme des « hommes diminués, à la démarche incertaine, aux effets élimés ou revêtus de lambeaux d'uniformes » sont objet de pitié et parfois de mépris, cela remet en mémoire les tristes images de « l'étrange défaite » (M. Bloch). A Paris on sélectionne à la caserne de Reuilly, au Vel d'Hiv, au Gaumont et au Rex, à l'hôtel Lutetia ; ces rentrants d'Allemagne reçoivent 1000 francs de prime d'accueil et 1000 francs si c'est un mobilisé, des tickets de rationnement et parfois un colis lorsque c'est très nécessaire. Le personnel d'accueil est pratiquement féminin.

Dans le domaine privé du retour à la maison, on peut encore se questionner sur l'avenir du couple si le rapatrié est marié, les enfants ont appris à ne pas connaître le chef de la famille, et l'argent ? Où en est-t-on ? On ne peut que constater que les couples sont souvent déstabilisés (adultères, enfants illégitimes) ; en 1946, le nombre des divorces à la demande des hommes

¹ Témoignage sur la libération des camps. *Historiens et Géographes* n°390

² Le 5 mai, il ne peut tenir debout plus d'une dizaine de minutes

augmente de près d'un tiers par rapport à l'avant-guerre et le nombre des divorcés en chiffre absolu de plus de 10% à Paris.

Les anciens prisonniers ont une santé souvent devenue délicate (20% de reconnus malades, d'autres ont des problèmes psychologiques qui peuvent être durables).

3. Des réponses de fond

Mais elles sont encore insuffisantes

- a) Les lendemains déchantent en cette fin de guerre, l'hiver est froid, le charbon manque, il y a une bataille à gagner « en retroussant ses manches »



Le pain est encore rare, les Parisiens déchantent et les économiquement faibles souffrent toujours. Tout le monde ne peut avoir recours au marché noir qui fleurit toujours. Il n'est pas de surprise en constatant 793 suicides à Paris en 1945, soit presque le double de ceux de 1942. Où est l'espoir d'un monde meilleur ?

- b) Le GPRF ne peut accepter la situation et le général de Gaulle ne rompt pas avec la pratique familiale du maréchal Pétain¹ à la satisfaction des catholiques et des communistes ! L'État s'engage par des réformes sociales de fond. Le programme du CNR est réalisé sur deux points : La sécurité sociale et les nationalisations. À partir d'octobre 1945, les risques maladie, vieillesse, invalidité, décès sont garantis et les prestations sociales sont augmentées. Des cotisations salariales et patronales en assurent le paiement².

L'État renforce son autorité sur l'économie, nationalisant les transports, l'énergie (charbonnages puis GDF et EDF au printemps 1946) et le crédit (Banque de France et quatre autres) et les assurances.

Les risques sont couverts également pour tous avec un vaste transfert de fonds puisque les cotisations sont proportionnelles au revenu, mais le pouvoir d'achat en cette fin d'août 1945 est gravement entamé (de près de 20% en six mois) en octobre ce qui fragilise les

¹ Un livre récent recense les lois de Vichy toujours existantes.

² De Gaulle avait écrit en 1941 : « l'affaire sociale est grande affaire pour demain, il faut que soit possible de vivre, de penser, de travailler, d'agir dans la dignité et dans la sécurité ».

pauvres¹ même si la réussite de la résistance politique a légitimé aux yeux de l'opinion publique l'intervention de l'État.

On assiste à la multiplication des mariages (ce qui est assez normal par régulation des retards de la guerre) au baby-boom (commencé dès 1942) qui va se maintenir à un taux élevé de natalité.

c) La pauvreté est-elle synonyme de délinquance ?

La perte du sens des valeurs ? On pourrait le penser. La morale publique doit être réaffirmée, notamment envers les mineurs, un contrôle plus strict va s'exercer. Ce dont l'Église catholique est partisan, comme les communistes qui partagent le même avis pour d'autres raisons.

La notion de pauvreté peut avoir aussi une notion religieuse : l'Église doit se comprendre comme l'Église des pauvres, pris au sens évangélique et pas seulement sociologique. Il ne suffit pas de donner de l'argent mais aussi de son temps mais l'Église avec ses religieux et ses laïcs se doit d'accueillir tous les pauvres et leur détresse. Aussi que d'initiatives privées vont accompagner cette fin de guerre, créant souvent des débuts d'aventures charitables. Les organisations comme la Jeunesse Etudiante Chrétienne (JEC), la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)² vont dans le monde urbain retrouver un élan missionnaire. Les familles vont être interpellées par les scouts et guides de France, les Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes tandis que la ligue féminine d'action catholique rappelait le rôle irremplaçable de la mère dans la famille.

Un nom a surgi dans cette perspective, celui du Père Jean Rodhain (1900-1977) : après avoir été aumônier de la JOC, il a été nommé par l'épiscopat français aumônier des prisonniers de guerre. L'Allemagne compte près de 6000 prêtres et séminaristes retenus. Rodhain a organisé aussi une aumônerie clandestine pour les STO et cela lui provoque des problèmes. A la Libération, il est nommé aumônier général de l'armée française et des déportés. Il réfléchit sur les moyens de répondre aux besoins et aux urgences des personnes dans le besoin. C'est la création du Secours Catholique (1946) par les autorités religieuses et Jean Rodhain en est le représentant ; les campagnes pour les malades, les prisonniers, l'enfance en difficulté se mettent en route. L'assemblée des cardinaux et archevêques de France veut un grand service unifié de la charité et fait fusionner plusieurs organismes en songeant à une pédagogie de la charité concrète.

Le Secours populaire, créé en 1945, est lui aussi, le fruit du rassemblement de nombreux courants d'entraide. Il est l'héritier du « secours rouge du peuple », mouvement international qui avait essaimé en France en 1926 avec Henri Barbusse. Il fut transformé en Secours populaire de France en 1936, avec le Front Populaire. Il était ouvert certes aux communistes mais aussi à tous, croyant ou non. Dissout pendant la guerre, il paye aussi son orientation par la mort de responsables déportés ou fusillés. La Libération ressuscite le Secours populaire qui s'intéresse aux enfants des prisonniers de guerre puis à toutes les misères qui, elles, nécessitent la présence d'une grande association de solidarité pour les combattre.

Une autre initiative privée débute avec l'histoire d'Armand Marquiset³, né en 1900. Elevé par une grand'mère fondatrice d'une œuvre pour les parents ayant un fils décédé et sans soutien ni argent, Marquiset voit de près la pauvreté et la détresse. Il décide de combattre la pauvreté.

¹ Un impôt de solidarité du 15 août 1945 est levé où l'on espère faire un peu rendre gorge aux enrichis.

² Le siège national est à Courbevoie 92.

³ cf : Y. LOUAGE, *La mer est faite de gouttes d'eau*, Un, deux, ... quatre éditions, 2003.

En 1931 il a fondé « pour que l'esprit vive » puis « les Amis de la banlieue » pour s'occuper des enfants. Il voudrait une réelle organisation avec des jeunes qui consacraient leur vie au service des pauvres, en restant laïcs. La guerre survient, la pauvreté demeure ; comment s'occuper concrètement des pauvres ? Qui sont-ils ? Armand s'aperçoit que les politiques sociales prioritaires sont tournées vers la famille, le monde du travail ; seuls restent dans la misère les vieillards. Armand Marquiset commence à Pâques 1946 son activité auprès d'une trentaine de vieillards du 11^{ème} arrondissement en ouvrant une cantine de repas trois fois par semaine pour les personnes âgées pauvres, sélectionnées (faute d'argent pour les soulager plus) mais il s'aperçoit que les fleurs comptent autant que la nourriture pour les personnes visitées. L'œuvre des Petits Frères des Pauvres peut vraiment commencer.

D'autres se mettent en marche contre la pauvreté. L'abbé Pierre, le Père Joseph Wrezinski... Ils ont été frappés comme d'autres lorsqu'on entend : « *le pire est d'être né en tant qu'homme* » ou « *leurs regards me passent à travers* » (un mendiant à l'abbé Pierre). Wrezinski est né pauvre, il a vu pleurer sa mère faisant des travaux de couture jusqu'à une heure du matin en se demandant comment elle achèterait le pain du lendemain.

Bien d'autres s'attèlent à l'océan de la misère à combler, il est impossible de relever le nom de toutes les organisations caritatives de la Région Parisienne. Des hommes et des femmes se lèvent ainsi dans l'ombre.

Dans ces derniers jours de 1945-début 1946, la situation de Paris est précaire : fin de la guerre oui mais quel chantier à reconstruire ! Paris est un foyer entouré de bombes à retardement : le ravitaillement, les maisons à reconstruire en un si grand nombre qu'il n'est pas possible de reloger tout le monde, une économie de paix est à peine ébauchée et les banlieues de Paris, la « ceinture rouge », sont prêtes à revendiquer. L'influence communiste est forte. Le PCF « parti des fusillés » espère passer de la résistance à la révolution ;

La situation politique reste confuse autour de de Gaulle. Trois partis sont là : communistes, socialistes et républicains populaires (PCF, SFIO, MRP). La Résistance a permis de réintroduire les catholiques dans le jeu politique. La III^e République est écartée par référendum et une assemblée constituante est élue. Il faut choisir entre une politique de facilité financière (l'inflation qui permet d'augmenter les salaires) ou de rigueur (en prenant de l'argent aux plus aisés). Pierre Mendès-France dit que les dévastations, les spoliations, l'usure du travail et des hommes ont fait de la France un pays pauvre alors que la production nationale est tombée à la moitié du niveau d'avant guerre. Le GPRF choisit la facilité, Mendès-France, ministre des finances démissionne.

Le gouvernement tripartite du général de Gaulle entre en conflit avec l'Assemblée Nationale. Le chef du GPRF veut remettre la France en route avec un pouvoir exécutif fort, ce que les débats ne laissent pas présager. Le 20 janvier 1946 le général de Gaulle se retire en démissionnant « *non sans grandeur* » (M. Thorez). La porte est ouverte à la IV^e République pour résoudre les problèmes. Petits et pauvres, il en restera toujours...

Evolution des baptêmes et des décès à Saint Pierre-Saint Paul de Courbevoie			
	Baptêmes	Décès	
1930	368	441	
1931	339	333	
1932	362	300	
1933	350	283	
1934	341	321	
1935	296	215	
1936	330	299	
1937	319	281	Indice des naissances pendant la guerre
1938	298	294	100
1939	286	271	96
1940	213	183	71,4
1941	339	355	113,7
1942	375	394	125,8
1943	294	314	98,6
1944	197	266	66,1
1945	428	262	143
1946	462	343	155

L'évolution du nombre des baptêmes reflète l'histoire de Courbevoie : l'effondrement en 1940 (exode) la remontée des naissances (1942), la chute (bombardements, départ des civils en 1943 et 1944) et le baby-boom (1945-1946).

Le chiffre des décès pendant la guerre est le reflet des pertes par restrictions, les bombardements et en 1946 par le retour des personnes en mauvaise santé.

Quelques engagés chrétiens précurseurs

- Un homme :

le Père Daniel Brottier et les orphelins apprentis d'Auteuil

Nommé pour diriger l'œuvre, le Père Daniel Brottier étonne par la modernité de sa recherche de bienfaiteurs pour faire vivre ses orphelins âgés de 10 à 18 ans, chiffre qui passe de 300 en 1930 à 2000 en 1938, il fait de la publicité dans les journaux, aux portes des églises, dans le métro ; il attire l'attention du public sur une cause juste. Il s'est spécialisé dans l'armée de la charité en occupant des jeunes et en les instruisant : « ils ne sont plus désarmés dans la vie, ils ne loueront plus leurs bras tels des manœuvres, des hommes de peine, ils seront des ouvriers ayant conquis par leur travail leur indépendance ». le Père Brottier est soutenu par la générosité des petits. Il envoie des enfants à la campagne (le foyer rural). Il a eu l'intuition que les catholiques devaient « sortir de leurs petites œuvres paroissiales en allant au peuple pour s'améliorer. D. Brottier meurt en 1936.

- Deux femmes

- Madeleine Danielou (1880-1956) Elle a l'intuition de pénétrer d'esprit de foi la culture communiquée aux jeunes, de les éduquer aux valeurs évangéliques. C'est la base des écoles Charles Péguy multipliés dans la banlieue parisienne. Madeleine écrit par exemple : « l'Education selon l'Esprit » en 1939.

- Madeleine Delbrel (1904-1964)

Née dans un milieu indifférent à la foi, elle s'en détourne. Elle y revient définitivement en 1929. Elle s'installe de 1935 à 1946 avec des compagnes à Ivry-sur-Seine, bastion rouge. Madeleine est assistante sociale et vit au milieu des gens. Elle annonce l'Évangile dans un milieu athée et, refusant l'injustice, elle inspire le respect et montre une grande influence.

26 juin 1940

La pauvreté de la France avec l'armistice

« Les deux tiers du territoire livrés à l'occupation de l'ennemi et quel ennemi ! Notre armée démilitarisée, nos officiers et nos soldats prisonniers maintenus en captivité. Notre flotte, nos avions, nos chars, nos armes à livrer intacts pour que l'adversaire puisse s'en servir contre nos propres alliés. La Patrie, le gouvernement, nous mêmes réduits à la servitude.

La France livrée, pillée, la France asservie à reprendre son labeur, à se refaire, à se relever.

L'âme de la France ! Elle est avec ceux qui continuent le combat par tous les moyens possibles, actifs ou passifs, avec ceux qui u jour seront présents à la victoire ! »

« Le slogan d'une France pécheresse justement punie de ses fautes et qui court à l'expiation, voilà qui convient tout à fait à nos vainqueurs du moment :
« Charles de Gaulle »

Le général de Gaulle décrit la pauvreté de la France, à rapprocher de la pauvreté d'Israël où le terme de « pauvre » devient presque synonyme de « vrai ». En 1944 la « pauvre France » sera la vraie France, la France éternelle ».

La politique allemande vis-à-vis de Vichy

Instructions données à Otto Abetz : « Rechercher l'affaiblissement de la France... maintenir dans le pays une constante division interne, accentuer les discordes... »

Vichy est pris entre son flanc pro-allemand et les partisans de l'attentisme. Les premiers l'emportent.

Durand, *Vichy*, p. 36

Déclaration de de Gaulle sur la France

« Sans doute quels aient pu être les efforts et les sacrifices de ceux qui ne renonçaient pas, n'y aurait-il jamais eu un redressement national, ni libération, ni victoire sans l'entrée successive de nos alliés dans la guerre et le déploiement progressif de leurs forces sur le champ de bataille ».

Telle est la définition même de l'état de pauvreté : ne pas pouvoir se relever sans une aide mais le pauvre ici avait la rage de participer à la victoire finale. La France libre a été un moment l'incarnation de la pauvreté. De Gaulle et ses compagnons ceux du pauvre mais du pauvre qui a sa grandeur et sa dignité.

Conclusion :

Quel bilan peut-on faire de ce trop bref regard sur le petit peuple de Paris et de ses pauvres ? Il est souvent négatif, les contemporains éprouvent certes de la compassion mais aussi une certaine méfiance voire incompréhension vis-à-vis de ces pauvres, de leurs souffrances et humiliations. N'y a-t-il pas une population « prolétaire » ? Évidemment « dangereuse » pour certains groupes dirigeants, ni soumise, ni docile mais qui impose sa dignité lors de l'occupation des lieux de travail (en 1936). Le visage de « bons ou de « mauvais » groupes est porté suivant le jugement des classes aisées qui l'emporte souvent.

Concernant la France la définition de la pauvreté rappelle l'impossibilité de se relever sans aide. L'intuition géniale de de Gaulle, le 18 juin, en dehors de son courage à braver le pouvoir de Philippe Pétain, est de s'appuyer sur l'Empire, le Royaume-Uni puis les États-Unis.

- La définition de la pauvreté est un reflet de l'époque étudiée. Il est loin le temps où l'Occident médiéval était dans un cadre chrétien, aujourd'hui l'athéisme et encore plus l'indifférence en ont balayé les aspects. La société des années 1930 est largement déchristianisée dans le milieu urbain parisien, au grand désespoir de l'Eglise catholique, stupéfaite de cette révélation, espérant une reconquête. Les efforts sont grands, les résultats limités car si le Christ est devenu « prolétaire », ses curés peuvent-ils l'être aussi ? On comprend alors l'importance des racines et de l'origine de cette pauvreté. Il faut s'appuyer sur le témoignage des ces pauvres fragiles, faire l'étude avec eux. On s'aperçoit alors de la fierté souvent piétinée de ces hommes et de ces femmes qui veulent vivre quand même. La solidarité, l'énergie, l'accrochage à la vie face à une précarité constante démontrent l'ingéniosité, la rage de vivre des pauvres. Les blessures faites par le destin marquent profondément les hommes et les femmes.
- Une leçon est tirée de l'étude de cette époque : le temps de la charité individuelle est largement dépassé même si elle doit accompagner la justice sociale. La lutte contre l'exclusion et la pauvreté ne peut se faire que dans le cadre collectif, le XXe siècle est celui de l'intervention de l'État dans le social (programme CNR) ; la période 1930-1946 est significative de son évolution du début de transfert de richesses pour combattre l'inégalité. C'est dans un cadre totalement laïc que cela évolue, il faut débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, « base de la distinction entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse à tout moment la menace de la misère »¹ (ordonnance sur la sécurité sociale du 9 octobre 1945). De Gaulle le rappelle : « *Il y aura encore des pauvres pour nous mais plus de misérables* ». Le syndicalisme est prêt à soutenir la cause (CGT, CFTC). La Résistance fournit de nombreux hommes politiques prêts à aller de l'avant, mais l'union politique est très fragile (elle

¹ Il faut se souvenir que beaucoup d'ouvriers sont payés à l'heure faite, à la journée mais pas au mois, ce qui les rend plus fragiles.

explose en 1947 sous la IV^e République). Le pauvre ne peut quand même pas être celui qui possède le minimum de droits, qui peut attendre le plus et à qui on donnerait le moins, En attendant un certain nombre d'hommes politiques se préparent, ceux qu'on appellera les chrétiens de gauche, fort de l'héritage de la Résistance, mais « sans domicile fixe » politique car ils ne s'appuient pas sur les partis politiques implantés fortement et durablement¹.

- Tout autre est le type de pauvreté lorsqu'on a connu le mal absolu de la bête nazie, la personnalité est difficile à reconstruire mais reste profond le sentiment de solidarité.

Les conséquences de la pauvreté sont souvent la honte et l'humiliation². La pauvreté en soi n'engendre pas la honte mais les pauvres sont souvent obligés pour survivre d'effectuer des démarches qui semblent pour eux humiliantes, voire peu compréhensibles. Dépendants, en absence d'autonomie, ne pouvant s'en sortir seuls, ils ressentent une injustice où ils doivent en final, bien que frustrés, apporter un « merci ».

Les plus démunis peuvent rarement exprimer leurs forces profondes résidant dans leur espoir de s'en sortir, qu'il y a toujours des gens avec une vie plus dure, et si quelqu'un arrive à vous « reconnaître », prouver qu'il y a une vraie culture de pauvres, sans être un peuple de gueux ou une populace. Les pauvres veulent être « un peuple debout », vigilant, voulant des transformations pour que l'on se mette un peu à leur écoute pour qu'une unité entre les hommes soit possible.

¹ Voir D. PELLETIER, J.-L. SCHLEGEL, *À la gauche du Christ*, Paris, Seuil, 2012.

² V. DE GAULEJAC, *Les sources de la honte*, Paris, Desclée de Brouwers, 2008, p. 83-96.

Table des matières

Avant propos	2
Introduction	3
1) Qu'entend-t-on par « pauvreté » et « pauvre » ?	3
2) Le lieu et les dates de cette étude	4
I) Un monde éprouvé: les temps gris vers 1930-1940.	6
Chapitre 1: Les temps orageux 1930-1936	7
1) Des considérations générales: le bilan social	7
2) Etre fragile à Paris	9
3) Pauvres et petit peuple à l'aune de la crise	11
4) Le problème religieux ou « le Christ dans notre cité »	13
Chapitre 2: Quelques éclaircies ou les réponses du Front Populaire	21
1) Le petit peuple: un nouveau monde	21
2) Il faut revenir à une dure réalité	22
Chapitre 3: Orages sur la France ou la dure réalité de la guerre 1939-1940	24
1) De la drôle de guerre à l'écroulement	25
2) L'exode et « l'étrange défaite »	27
3) La France libre	29
4) Le sort des prisonniers de guerre	30
II) Un monde broyé: les temps noirs: Juin 1940-1944	32
Chapitre 1: Le drame de la vie quotidienne pour tous	33
1) Grandes souffrances et petit peuple	33
2) Petits remèdes et pauvre peuple	36
Chapitre 2: Le drame des hommes. 1940-1944: quatre années de toutes les pauvretés	41

1) Les jeunes: une population fragile et abusée	41
2) Qui peut aider à combattre la pauvreté ?	42
Chapitre 3: Les Juifs et le néant	48
1) Les Juifs de Paris	48
2) Une famille juive de Courbevoie	50
Chapitre 4: D'autres victimes	54
1) Les prisonniers de guerre	55
2) Le STO	56
Chapitre 5: « Les pauvres volontaires » de la patrie	59
1) Une vie de paria	59
2) Une pauvre vie	60
3) Dans les griffes des bourreaux	60
III) Un monde qui ressurgit. Des temps qui s'éclairent Aout 1944- Janvier 1946	67
Chapitre 1: Les espoirs des Parisiens	68
Chapitre 2: La victoire s'invite	70
1) Le bilan	70
2) La situation française est très difficile	76
Chapitre 3: Quand resurgit le soleil de la grandeur	73
1) Les bonnes nouvelles enfin ?	73
2) Le retour tant attendu	74
3) Des réponses de fond	76
Conclusion	82